ORIO DI ECONOMIA POLITICA
Cognetti de Martiis »
Cogn:
345

LE

MOUVEMENT COOPÉRATIF

AUX ÉTATS-UNIS

PAR

M. UGO RABBENO

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE A L'INSTITUT TECHNIQUE DE PÉROUSE

TRADUCTION DE M. CHARLES GIDE

professeur à la Faculté de droit de Montpellier

PARIS

L. LAROSE ET FORCEL

Libraires-Editeurs

22, RUE SOUFFLOT, 22

1888

S. CORNETTI DE MARTIIS

LE

MOUVEMENT COOPÉRATIF

AUX ÉTATS-UNIS

Extrait de la Revue d'Économie politique.

LE

MOUVEMENT COOPÉRATIF

AUX ÉTATS-UNIS

PAR

M. UGO RABBENO

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE A L'INSTITUT TECHNIQUE DE PÉROUSE

TRADUCTION DE M. CHARLES GIDE

professeur à la Faculté de droit de Montpellier

PARIS

L. LAROSE ET FORCEL

Libraires-Editeurs

22, RUE SOUFFLOT, 22

1888

N.ro INVENTARIO
PRE 15377

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE

BAR-LE-DUC

LE

MOUVEMENT COOPÉRATIF AUX ÉTATS-UNIS.

I.

1. — Sans prétendre le moins du monde traiter d'une façon approfondie des conditions économiques et industrielles des Etats-Unis d'Amérique, sujet qui serait trop au dessus de nos forces et des documents que nous avons pu recueillir, et qui exigerait à lui seul des volumes, il nous a paru cependant nécessaire, avant de parler de la Coopération, de donner quelques notions générales et de mettre en relief certains faits qui se rapportent d'une façon plus directe à notre sujet. Pour comprendre et juger d'une façon correcte une institution, il est indispensable de se faire une idée claire du milieu dans lequel elle est née et s'est développée, ainsi que des influences qu'elle a subies et qui doivent lui imprimer un caractère tout spécial; et cette étude préalable est d'autant plus nécessaire que le milieu ambiant est plus éloigné de nous, peu ou mal connu et différent de ceux où nous vivons : or tel est précisément notre cas.

Le développement économique et industriel des Etats-Unis présente un caractère tout spécial : je veux dire la rapidité effrayante avec laquelle toutes les institutions, les industries, les entreprises importées d'Europe, s'y sont répandues et développées en subissant un double procès d'expansion et de transformation presque vertigineux, qui ne peut s'expliquer que par l'état vierge du milieu ambiant.

En Amérique les institutions économiques n'ont pas eu une histoire de lente transformation; elles n'ont pas connu cette lutte continue du présent et de l'avenir contre le passé, qui caractérise le progrès, car ce pays n'a point de passé. Dans cette immense et puissante contrée, l'évolution ne rencontre aucun obstacle : elle trouve au contraire les conditions les plus favorables à son développement, telles que l'abondance des forces naturelles de tout genre, les énergies d'une race déjà puissante et dont la force est centuplée par le milieu où elle se trouve.

Nous pouvons bien dire qu'aux Etats-Unis peu d'années ont suffi pour amener un développement des institutions économiques, une évolution en raccourci qui a dépassé déjà celle du vieux monde, relativement plus lente et retardée dans son mouvement, par une série de produits historiques qu'elle traîne après elle sur sa longue route, et dont elle n'a pas réussi encore à se débarrasser.

La rapidité de cette évolution fait que ce pays se trouve dans une période plus avancée que celle où nous nous trouvons, qu'il est déjà à une étape ultérieure de son développement économique avec tous les avantages mais aussi tous les inconvénients que le progrès produit dans tous les cas, mais qu'il doit produire dans une bien plus grande mesure quand il opère avec une rapidité aussi extraordinaire. Et il est un dernier effet général que l'on pouvait prévoir et qui n'a pas manqué de se manifester, à savoir une multiplication effrayante des germes de transformation qui, comme nous venons de l'expliquer, trouvent un milieu plus propice pour se développer et pour agir.

2. — Quelques chiffres choisis avec discernement ne seront pas inutiles pour illustrer ces considérations.

Ce sont les Etats-Unis qui fournissent le plus gros contingent dans la production manufacturière du monde entier. Ceci a été démontré par Mulhall dans son livre *Progress of the Nations* par des graphiques très frappants. Qu'il nous suffise de dire qu'en 1880 la production manufacturière totale des Etats-Unis était évaluée à plus de 22 milliards de francs[1], alors que celle de l'Angleterre était environ de 19 milliards, de la France 11, de l'Allemagne 10, de la Russie 5,7, de l'Autriche 5, et de l'Italie un peu plus de 2. Les Etats-Unis employaient comme force motrice environ 3,500,000 chevaux-vapeur (y compris la force motrice de l'eau), tandis que l'Allemagne n'en employait pas beaucoup plus d'un million.

Considérons certaines industries en particulier. Pour la filature, les Etats-Unis, en 1880, n'étaient distancés que par l'Angleterre; il est vrai qu'ils l'étaient de beaucoup. Sur un nombre total de fuseaux évalué à 73,000,000 pour l'Europe, les Etats-Unis et les Indes réunies, la seule Angleterre en possédait plus de moitié (39,750,000), et les autres pays d'Europe ne venaient que bien

[1] D'après un autre recensement de 1880, ce chiffre s'éleverait à près de 26 milliards de francs, exactement 5,369,579,191 dollars.

loin après, puisque la France qui la suivait de plus près, en comptait à peine 5 millions, et le reste du continent européen 20 millions : mais les Etats-Unis à eux seuls en comptaient 11 millions, et en 1883 ce chiffre s'était élevé déjà à 13 millions. — Mais où les chiffres deviennent véritablement fantastiques, c'est dans la construction des voies ferrées : la parole est moins éloquente que les simples chiffres. En 1830 les Etats-Unis ne possédaient que 23 milles de chemins de fer (le mille américain est de 1609[m]). En 1840, on en comptait déjà 2818; en 1850, 9,021, en 1860, 30,635; en 1870, 52,914; en 1880, 93,349, et en 1886, 137,986. La valeur totale du réseau était évaluée en 1883 à un peu plus de 6,218 millions de dollars. Or la France ne comptait en 1884 que 18,417 milles de chemin de fer en exploitation, l'Angleterre 18,864 dont la valeur était estimée à 3,848 millions de dollars[1]. Il résulte des recherches statistiques faites par Atkinson qu'en 1882[2] il y avait aux Etats-Unis un mille de voie ferrée par 540 habitants, alors qu'en Europe il n'y avait qu'un mille par 3,000 habitants. L'État du Massachusetts à lui seul possédait un réseau de chemins de fer supérieur à celui de tout autre pays du monde; il possédait en effet un mille de chemin de fer par chaque 4,12 mille carré, tandis qu'en Angleterre la proportion n'était que 4,64, en Allemagne de 10,69, en France de 14,62 et en Italie de 22,01.

Que cet immense développement de l'industrie manufacturière et locomotrice ait eu pour cause l'introduction et la diffusion de machines de toutes sortes, c'est ce qu'il n'est pas besoin de démontrer : mais il ne sera pas inutile de signaler quelques faits récents que nous empruntons au magnifique ouvrage de M. Carroll Wright sur les crises industrielles[3]. D'une enquête faite par M. Wright, qui est aujourd'hui à la tête du bureau de la statistique du travail, à Washington, il résulte que le déplacement de travail amené par l'introduction des machines, même dans des industries d'importance secondaire, est énorme : dans le plus grand nombre d'industries, il s'élève à 30 et 40 p. 100, dans un grand nombre à 50 p. 100, et dans quelques-unes il atteint 80 p. 100

[1] Wright, *Industrial Depressions*. Washington, 1886.

[2] *The standard of the adequate railway service*. Boston, 1882.

[3] Voy. *op. cit.*

et plus. Dans l'industrie de la cordonnerie, par exemple, là où les machines sont actuellement employées, 100 hommes suffisent pour faire le travail qui, avec l'outillage d'autrefois, en exigeait au moins 500. Si on évalue la force de travail d'un cheval-vapeur à celle de 6 hommes, il en résulte que les 3,500,000 chevaux-vapeur en activité aux États-Unis, d'après le recensement de 1880, substituaient le travail effectif de 21,000,000 hommes ; or 21 millions de travailleurs (en tenant compte des membres de la famille, conformément aux données du recensement de 1880) auraient supposé une population totale de 105 millions de personnes, tandis qu'en réalité l'industrie manufacturière n'a occupé que 4 millions de travailleurs, représentant une population de 20 millions de personnes. Pour accomplir le travail fourni par les 28,600 locomotives qui, en 1885, circulaient sur les voies ferrées américaines et qui n'exigeaient qu'un personnel de 250,000 employés, il aurait fallu mettre en mouvement 54 millions de chevaux et 15 millions d'hommes, représentant une population de plus de 67 millions d'âmes. Enfin il résulte de ces chiffres que si les Etats-Unis voulaient accomplir, avec la seule force des hommes et des chevaux, la somme totale de travail qu'ils fournissent aujourd'hui, ils devraient ajouter à leur population actuelle, qui est d'environ 55 millions d'hommes, un surplus de 172 millions d'hommes, ce qui ferait une population totale de 227 millions d'âmes.

Mais en voilà assez sur ce sujet.

Il est un autre ordre de faits que nous ne pouvons laisser tout à fait de côté, parce qu'il se rattache directement à notre sujet. La diffusion et la généralisation des engins mécaniques aux Etats-Unis y a porté la division du travail à un degré encore inconnu dans les autres pays : elle a eu pour conséquence de réduire, plus que partout ailleurs, le domaine de la petite industrie et de faire disparaître la plus grande partie de la catégorie des artisans indépendants, pour y substituer presque complètement celle des salariés : il est telle fabrication qui est encore considérée en Europe comme rentrant incontestablement dans le domaine de la petite industrie, et qui, aux Etats-Unis, a été depuis longtemps déjà absorbée par la grande industrie.

Nous ne citerons qu'un seul exemple, que nous choisissons dans une industrie dont nous aurons à nous occuper un peu plus loin, c'est la cordonnerie. L'emploi des machines y est général et

la plus grande partie des produits sont confectionnés dans d'immenses usines. Cette industrie, qui a pris aux Etats-Unis une très grande importance, occupait, d'après le recensement de 1870 (nous n'avons pas les chiffres de 1880) 171,127 ouvriers, sur lesquels 48,255, soit environ 28 0/0, appartenaient au seul Etat du Massachusetts[1] : la division du travail y a été poussée aussi loin que dans les plus grandes industries : M. Wright, dans l'ouvrage que nous avons déjà cité, fait une classification très minutieuse des différentes occupations dans chaque industrie particulière, et il en compte 32 dans la cordonnerie, 31 dans le travail des métaux, 45 dans l'industrie de tissus de coton, 28 dans celle des tissus de laine.

3. — Cet immense développement économique a procuré au pays de grands bénéfices, mais aussi, ce qui se comprend aisément, de grands inconvénients. La richesse nationale a rapidement augmenté, le bien-être s'est répandu dans toutes les classes, et, quoique cette grande transformation ait eu surtout pour résultat de favoriser la formation de fortunes colossales et de concentrer la richesse dans un petit nombre de mains, cependant on ne peut pas dire qu'elle ait porté un préjudice sensible aux autres classes de la société qui, toutes, ont eu leur part à ce magnifique festin. En effet, ce ne sont pas seulement les profits des entrepreneurs, mais aussi les salaires qui ont augmenté de beaucoup : même en tenant compte des prix plus élevés de certains objets de consommation, le taux des salaires est beaucoup plus haut qu'en Europe, et cette hausse, en améliorant le genre de vie des classes ouvrières, a rendu possible la satisfaction d'une foule de besoins psychiques et sociaux qui se développent spontanément sous l'influence des institutions démocratiques[2].

[1] Voy. Farnam, *Die Americanischen gewerkvereine*. Leipzig, 1879.

[2] M. Wright a relevé de nombreuses moyennes des salaires quotidiens dans un grand nombre de métiers d'après une enquête faite dans 582 usines, et il a établi des comparaisons avec les pays d'Europe. Le salaire le plus élevé que nous trouvions est celui des graveurs et imprimeurs, qui est de 3,36 dollars. Les plus élevés, après eux, sont ceux des travailleurs sur verre, 2,93 dollars; des fabricants d'appareils de chauffage, 2,28 dollars; des tisserands de soieries 2,27 dollars. Les plus minimes, au contraire, sont ceux des ouvriers employés dans l'industrie des tissus de coton, 1,33 dollar, et des manufactures de tabac, 1,33 dollar. La plus grande partie oscille entre 1,50 et 2 dollars.

Si nous comparons les salaires des Etats-Unis et ceux de l'Europe, par ex.

En face de ces avantages incontestables il nous faut signaler, comme nous l'avons fait prévoir, les inconvénients. Ils sont très divers : nous parlerons seulement des plus graves. L'excès de la production et de la spéculation a produit, dans ces dernières années, aux Etats-Unis plus encore qu'en Europe, cet étrange phénomène économique que l'on désigne sous le nom assez barbare de sur-production (*over-production*). La diffusion de la grande industrie et du commerce international a créé entre toutes les grandes nations civilisées une extrême rivalité, par suite de laquelle chacune s'efforce de produire et d'exporter le plus possible; la spéculation et d'autres entraînements artificiels et maladifs de notre civilisation moderne ont fait augmenter encore plus cette production qui est aujourd'hui dévoyée et effrénée. Et l'on en est venu à ce point que les produits obtenus se sont trouvé excéder de beaucoup, sinon les besoins réels, du moins les capacités économiques des populations. De là une exubérance de l'offre qui a fait baisser tous les prix, qui a arrêté nombre d'industries, qui a privé de travail des armées d'ouvriers, et qui, en somme, a jeté une telle perturbation dans la condition des classes productrices que la baisse des prix elle-même n'a pu permettre l'écoulement des marchandises, la capacité des consommateurs ayant été diminuée dans la même proportion que les prix. En sorte que l'insuffisance de la consommation (*under-consumption*) s'est jointe à la surproduction pour déterminer la permanence de cet état de choses qu'on appelle une dépression industrielle. On a calculé qu'en 1885 il y avait aux Etats-Unis, par suite de cette dépression, 5 p. 000 des établissements industriels qui étaient complètement inactifs et encore 5 p. 000 qui l'étaient partiellement, en sorte que l'on pouvait évaluer la proportion moyenne des établissements inactifs à environ 7 1/2 p. 000. M. Wright, en se référant aux données du

dans l'industrie des tissus de coton (nous avons vu que cette industrie était celle où les salaires étaient le plus bas), au lieu du chiffre 1,26 dollar, salaire quotidien des ouvriers adultes dans ce pays, nous trouvons pour l'Angleterre 1,17 dollar, pour la France, 0,69, pour l'Allemagne 0,60, pour l'Italie, 0,46. Dans le travail des métaux nous trouvons pour les Etats-Unis la moyenne de 1,80 dollar, pour l'Angleterre 1,35, pour Paris, 0,76, pour la Belgique, 0,66. De plus, les budgets des familles des ouvriers américains et européens démontrent que le bien-être des premiers est supérieur : mais nous ne nous étendrons pas davantage sur ce point, pour ne pas nous écarter trop de notre sujet.

cens de 1880, a calculé que ces 7 1/2 p. 000 correspondaient à 19,125 établissements avec 168,750 ouvriers privés de travail et, si l'on ajoute encore les personnes sans ouvrage dans l'agriculture, dans le commerce et dans l'industrie des transports, M. Wright estime qu'en 1885 le chômage devait envelopper environ un million de personnes. Si nous supposons maintenant, supposition certainement inférieure à la réalité, que chacune de ces personnes, en travaillant, eût pu gagner en moyenne 600 dollars par an et que maintenant, se trouvant sans emploi, elle réussisse à obtenir pour vivre 300 dollars, il en résulte que la richesse et la consommation du pays aura du subir une diminution annuelle de 300 millions de dollars (1,500 millions fr.), diminution qui ne peut manquer de produire une grave perturbation.

II.

4. — Mais arrivons de suite à un autre ordre de faits en relation plus directe avec le sujet dont nous avons à nous occuper. Le développement de la grande industrie et la diffusion du salariat, plus accentuée aux États-Unis que dans tout autre pays, ont rendu plus aigus que partout ailleurs, malgré des conditions économiques relativement meilleures, les conflits entre le capital et le travail. Les États-Unis de nos jours ne sont plus ceux d'il y a soixante ou soixante-dix ans, lorsqu'ils commençaient à peine à entrer dans leur grande transformation économique et industrielle; alors quiconque était doué d'activité, d'intelligence et d'esprit d'entreprise, même avec de faibles ressources, pouvait conquérir en peu de temps une position indépendante et même arriver à la fortune. Les grandes, les fabuleuses fortunes américaines, dont on a tant parlé en Europe, n'ont été accumulées si rapidement que grâce à ces conditions spéciales. A l'heure actuelle au contraire, par suite du développement immense de toutes les entreprises, c'est au capital qu'appartient la prééminence et c'est le capital seul qui peut à son tour créer et multiplier les capitaux. Aux États-Unis aujourd'hui l'artisan indépendant a presque disparu; le travailleur salarié, malgré une rétribution plus considérable qu'en Europe, ne réussit pas plus facilement là bas que chez nous à changer de condition. Mais précisément parce qu'il vit mieux et qu'il participe

à la vie publique, il supporte avec plus d'amertume son état de dépendance et il éprouve davantage le désir de faire usage de sa force pour démontrer la puissance qu'il possède dans le monde industriel : de là, des conflits inévitables.

L'histoire des associations ouvrières dans les États-Unis n'a pas été encore faite, mais les renseignements recueillis sur ce sujet par Studnitz, Farnam, Ely, Wright et autres, et ceux qui se trouvent dans les volumes publiés par les Bureaux de statistique du travail de plusieurs États de l'Union permettent de s'en faire une idée à peu près complète. L'impression d'ensemble qui en résulte, c'est que les associations ouvrières ont pris, dans ce pays, des caractères différents de celles des pays d'Europe. Le genre de vie supérieur dont jouissent les ouvriers américains, la facilité qu'ils trouvent à se déplacer et à changer de résidence, ainsi que quelques autres causes de moindre importance, ont fait que les associations de secours mutuels qui constituent en Europe la forme la plus ordinaire des institutions de prévoyance, n'ont pris aux États-Unis qu'un faible développement.

Les associations de résistance proprement dite n'ont pas eu beaucoup plus de succès, et celles qu'on trouve constituées spécialement dans ce but ne sont pas nombreuses. Mais par contre il est une institution qui a pris un immense développement : ce sont ces grandes associations ou plutôt, pour employer le terme anglais mieux approprié, ces « organisations » (*organisations*), dont on ne pourrait citer chez nous que bien peu d'exemples[1]. Nous voulons parler de ces immenses associations qui s'étendent sur toute la surface des États-Unis et qui sont divisées en innombrables sections et associations locales (*Granges, Branches, Councils, Assemblies*) et qui comprennent, soit des corporations d'un seul métier, soit des classes entières de personnes ayant quelques liens communs. Ces organisations ne se proposent pas un seul but, ni même certains buts déterminés, mais, d'une façon plus générale, la défense de tous les intérêts communs à leurs membres, l'amélioration de leur genre de vie et la protection de leurs droits par le moyen d'une action collective ; et aussi, suivant les circonstances, la création de

[1] La seule qu'on pût rapprocher de ces organisations, serait la fameuse Internationale, qui a si fort dévié de son programme primitif, et qui a fini si misérablement.

certaines institutions de prévoyance qui leur paraissent présenter le plus d'avantage. Citons parmi les plus importantes, les grandes organisations des *Patrons of Husbandry* pour les agriculteurs, et celles des *Sovereigns of industry,* qui ont pris un immense développement de 1870 à 1880, date à laquelle, par suite de plusieurs circonstances dont nous n'avons pas encore parlé, elles disparurent; mais la première, déjà reconstituée, va reprendre vie. Parmi les unions spéciales d'artisans, nous citerons la *International Cigarmakers Union*, la *Plumbers International Union,* et d'autres qui réunissent un grand nombre d'ouvriers de divers métiers, et qui s'étendent non seulement dans tous les États-Unis, mais même au Canada.

Mais de toutes ces organisations, celle qui doit être surtout mentionnée et qui est déjà fameuse dans toute l'Europe, c'est celle du « noble et saint ordre des chevaliers du travail » *The noble and holy order of the Knights of Labor*, dont l'organisation a été si bien décrite récemment par M. Wright[1], et dont les adhérents, recrutés non seulement dans la classe ouvrière, mais dans toutes les autres professions, s'élèvent à près d'un million. Nous aurons à revenir bientôt sur cette grande association à propos de son influence sur le mouvement coopératif; pour le moment, nous nous bornerons à dire que le but général qu'elle se propose est de diriger et d'organiser les masses ouvrières en protégeant leurs droits, en améliorant leur sort et en créant une série d'institutions de prévoyance qui tendent à transformer, au moins en partie, l'ordre économique actuel.

5. — Cette forme particulière des associations ouvrières aux États-Unis présente évidemment de grands avantages, mais elle a aussi ses périls. Elle donne aux ouvriers, grâce à la solidarité de ces associations répandues sur tout le pays, une grande force qui leur permet d'opposer une barrière efficace à la prépondérance du capital, mais elle cause de graves préjudices à l'industrie tout entière et aux ouvriers eux-mêmes, lorsqu'ils abusent de ce pouvoir.

Les grandes associations ont servi et servent encore à la résistance. Les grèves et les *boycotts* prennent, grâce à elles, un immense développement, auquel contribuent aussi pour leur par

[1] *An historical sketch of the Knights of Labor.* Boston, 1887.

les Chevaliers du travail, bien qu'ils aient écarté de leur programme cet instrument de guerre. Certainement les grèves ne sauraient se faire dans des conditions plus favorables au point de vue des ouvriers que celles qu'ils peuvent trouver dans ces grandes associations qui réunissent un nombre démesuré des leurs. Il suffit de réfléchir que les ouvriers des États-Unis étant au nombre environ de 2,700,000, d'après le recensement de 1880, les seuls Chevaliers du travail, comme nous l'avons déjà dit, en réunissaient près d'un million en 1886. La meilleure preuve que la situation des ouvriers aux États-Unis est très favorable au succès des grèves, résulte d'une statistique faite par M. Flower et publiée dans le beau rapport du Bureau de statistique du travail du Wisconsin pour 1885-1886, statistique qui donne des résultats bien différents de ceux de l'Europe. Sur 78 grèves qui se sont produites dans l'Etat du Wisconsin depuis le 1er janvier 1885 jusqu'au 1er septembre 1886, il y en a eu 27 dans lesquelles les ouvriers ont obtenu plein succès, dans 10 ils n'ont réussi qu'en partie, une s'est terminée par un compromis et 36 ont échoué; pour les cinq qui restent, l'issue n'a pas été connue. Encore faut-il observer que la plus grande part des insuccès doit être imputée aux grèves qui poursuivaient la réduction de la journée de travail à huit heures, concession qui était absolument impossible pour le plus grand nombre des entrepreneurs. Mais si l'on ne considère que les 30 grèves qui visaient à obtenir une augmentation de salaire, il y en a 10 seulement qui ont complètement échoué, et dans toutes les autres les ouvriers avaient réussi à obtenir une augmentation de salaire qui variait de 10 à 25 p. 100[1]. Mais si cette grande puissance des masses ouvriè-

[1] Une recherche analogue, faite pour l'État de New-York par le Bureau de statistique du travail de cet État, donne des résultats encore plus favorables pour les travailleurs; sur 222 grèves qui ont été soutenues dans cet État, en 1885, par les organisations, 97 se sont terminées à l'avantage des ouvriers, 34 à leur préjudice, 32 se sont terminées par un compromis, et 59, au moment où cette enquête était faite, n'étaient pas encore terminées. La cause la plus fréquente de ces grèves tenait au taux des salaires (90 grèves ont eu lieu pour résister à une diminuation de salaire et 63 pour réclamer une augmentation), puis venaient les grèves provoquées par l'opposition des patrons aux réunions (48 grèves), et enfin celles qui avaient pour but la réduction de la journée de travail (10 grèves). Le report du même Bureau pour 1886 donne des résultats plus considérables. Dans cette année 2061 maisons ont eu des grèves dans l'État de New-York : en 751 cas les ouvriers ont été satisfaits; en 426 on a établi des

res peut leur être dans certains cas d'un grand secours, elle peut produire des effets bien différents, alors que, mal inspirée et mal dirigée et employée à soutenir des prétentions injustes, elle a recours à des moyens de résistance iniques et illégaux. Si l'on examine par exemple le mouvement provoqué par les principales organisations et en particulier par celle de la *Federation of Trades* en faveur de la réduction de la journée de travail à huit heures, on voit qu'il a donné lieu dans ces dernières années à un nombre considérable de grèves qui ont été accompagnées de violence et qui ont amené de graves perturbations dans l'industrie, sans aboutir à aucun résultat pratique, parce que la prétention des ouvriers exprimée par cette phrase *eight hours work at ten hour's pay,* était de telle nature que le plus grand nombre des entrepreneurs, plutôt que d'y consentir, aurait dû se résigner à suspendre tout travail et à fermer leurs ateliers.

L'abus que les ouvriers ont fait de ces organisations n'a pas été moins préjudiciable et moins blâmable, quand ils s'en sont servi pour frapper de « boycottage » soit ceux de leurs patrons avec lesquels ils se trouvaient en désaccord, soit toute autre personne, soit même leurs propres compagnons dès qu'ils n'acquiesçaient pas aux décisions de la majorité. Ce singulier système de coalition a pour effet de condamner les personnes ou les maisons qui en sont victimes à ce qu'on pourrait appeler la privation de l'eau et du feu, comme dans l'exil antique: personne n'entre en relations avec eux, personne ne leur achète plus leurs produits, personne ne consent à leur rendre aucun service; coalition toute passive contre laquelle la résistance est inutile et qui dans la plupart des cas échappe à toute sanction légale. Bien que beaucoup d'Américains la proclament injuste et exotique, (et elle a été en effet importée d'Irlande,) il faut bien reconnaître qu'elle s'est parfaitement acclimatée sur la terre américaine, à ce point que ses abus répétés ont donné lieu à de sérieuses préoccupations et ont provoqué diverses mesures législatives [1].

compromis; en 524 les grèves ont échoué. Les autres étaient encore pendants ou douteux. Voy. le chapitre *Strikes* dans les *Reports of the Bureau of Statistics of Labor of the state of New-York for the years 1885, and 1886.* — Albany, 1886 et 1887.

[1] Nous nous réservons de faire, dans une autre occasion, une étude spéciale sur cet intéressant sujet.

Nous aurions pu parler encore des cas dans lesquels la rivalité entre des associations différentes les a conduites jusqu'à une lutte véritablement fratricide et liberticide (fait absolument nouveau, croyons-nous, dans l'histoire des associations ouvrières de notre temps), telle que celle qui a éclaté en 1886, à Milwaukee dans le Wisconsin, entre les *Knights of Labor* et la *Cigar makers international Union;* à propos d'une rivalité sur un tarif des salaires qui avait été imposé dans une usine, ces deux organisations se combattirent pendant longtemps avec acharnement à coups de « boycotts » et de « anti-boycotts ».

6. — On pourra penser peut-être que, entraînés par l'intérêt que présentent ces questions, nous nous sommes un peu trop écartés de notre route, mais pour la claire intelligence des vicissitudes qu'ont traversées les institutions coopératives, il était indispensable de décrire d'une façon sommaire, mais cependant suffisante, le milieu dans lequel elles ont évolué. Aussi, avant d'entrer en matière, nous devons présenter encore une dernière observation. Etrange situation que celle où se trouve ce grand pays! D'une part un développement, un progrès industriel sans pareil au monde, et qui, par ses vertus aussi bien que par ses défauts, par les richesses et le bien-être qu'il a engendrés aussi bien que par les antagonismes et les luttes qu'il a suscités, semble avoir devancé d'un siècle la vieille Europe; et d'autre part des régions immenses et désertes, dans lesquelles commencent à peine à pénétrer l'homme et la civilisation; des terres vierges sur lesquelles vont s'établir de hardis pionniers, travailleurs absolument indépendants, libres dans le sens le plus complet de ce mot et qui trouvent dans ces déserts une ample récompense de leur travail et de leurs sacrifices. Ainsi, à côté de la civilisation sous sa forme la plus complexe, à côté de cités immenses qui sont les emporiums du monde entier, nous voyons des milieux entièrement nouveaux, libres de toute tradition, de tout préjugé, de tout lien quelconque : c'est un semblable milieu qui seul a pu permettre la fondation de ces singulières colonies communistes, qui, importées d'Europe au début de ce siècle, ont eu souvent une fin précoce, à raison des éléments dont elles étaient composées et des idées utopistes dont elles étaient imprégnées; tandis que quelqu'une a prospéré et voici longtemps qu'elle dure, et de temps à autre quelqu'une nouvelle apparaît et se constitue, sous l'inspiration de quelque dis-

ciple attardé d'Owen ou de Cabet. Il n'y a, à notre connaissance, aucun rapport direct entre ces expérimentations sociales et la coopération en Amérique; mais il ne nous a pas semblé inutile de rappeler ces faits, pour bien mettre en relief cette extrême diversité de milieux, qui permet à elle seule d'expliquer bien des choses.

III.

7. — Arrivons enfin à la coopération. Nous croyons opportun de parler d'abord de celles des institutions coopératives qui peuvent être appelées spontanées, parce qu'en effet elles se sont développées spontanément dans divers pays, par suite de certaines conditions locales et en dehors de toute idée préconçue de réforme ou d'amélioration sociale. Ce sont les associations pour la pêche et les laiteries (fruitières).

La grande pêche est une industrie toujours périlleuse et qui exige un courage et une énergie à toute épreuve. Or comment compter sur un semblable dévouement de la part de marins qui seraient de simples salariés et n'auraient aucune sorte d'intérêt à la réussite de l'entreprise? C'est donc par la force même des choses qu'en Amérique aussi bien qu'en Europe, et même, assure-t-on, jusqu'en Chine, le système de participation aux bénéfices s'est introduit dans cette industrie, et bien que ces formes diverses de participation n'aient pas l'importance et la célébrité de celles qui ont été créées par Leclaire, Godin et d'autres, cependant elles ne sont pas sans intérêt et elles peuvent être considérées à bon droit comme de véritables formes d'association. A Gloucester, dans le Massachusetts, les armateurs fournissent au marin la barque pourvue de ses approvisionnements et de tous ses agrès; au retour de l'expédition, le produit est vendu ou estimé et, déduction faite des frais, ce qui en reste est partagé ordinairement par moitié entre l'armateur et l'équipage. L'armateur doit prélever sur sa part un tant pour cent pour le capitaine qui court tous les risques de la pêche comme les hommes de l'équipage sans recevoir aucune rétribution fixe. Dans la pêche de la morue on emploie un système un peu différent : l'armateur ne fournit que la barque; l'équipage fournit les approvisionnements, les agrès et tout l'outillage nécessaire, mais aussi il touche les 3/4 des produits et l'armateur ne

touche plus que le 1/4, sur lequel il doit payer encore le capitaine.

8. — Mais la forme de coopération spontanée qui a le plus d'importance, qui a pris le plus d'extension, et qui présente aussi le plus d'intérêt, tant par les résultats pratiques qu'elle a donnés que par les traits frappants de ressemblance qu'elle présente avec d'autres institutions coopératives qui ont pris naissance spontanément sur tant de points de l'Europe, ce sont les *associated dairies*.

A partir du milieu de ce siècle, la production du lait aux États-Unis a pris un développement rapide et des plus remarquables; des milliers de domaines, cultivés d'abord en céréales, ont été convertis en totalité ou en partie en pâturages pour l'élevage des bestiaux. En 1840, on comptait, aux États-Unis, 4,833,000 vaches laitières qui avaient produit en laitage une valeur totale de 168,435,000 fr. En 1860 le nombre de vaches s'était élevé à près de 13,000,000 (soit 6 fois plus qu'en Angleterre et deux fois plus qu'en France) et leur produit à près de 1,750,000,000 fr. L'exportation de laitage, dont la plus grande part est à destination de l'Angleterre, qui n'était, en 1860, que de 15,000,000 fr. à peine, s'est élevée, en 1870, à 48,370,815 fr. et en 1881, à 113,181,330 fr. [1].

Ces chiffres sont frappants parce qu'ils font bien voir quelle est la concurrence que l'Amérique commence à faire aussi dans cette branche de la production, mais ce n'est pas sur ce point que nous voulons insister. Ce que nous voulons montrer, c'est la cause qui a amené un progrès si rapide et de quelle façon on peut expliquer le développement qu'a pris, en si peu de temps, l'industrie du laitage.

« La principale cause du développement rapide de notre industrie du beurre et des fromages, ainsi s'exprime l'auteur du rapport que nous avons déjà cité, c'est l'introduction du système américain des *associated dairies* (fromageries et laiteries coopératives). » Mais quoique l'auteur qualifie ce système d'américain [2], il pourrait être appelé à aussi juste titre système suisse ou

[1] *The dairy interest. — Report of bureau of statistics of Labor and industries of New Jersey for*, 1881. Sommerville, N. Y. Porter, 1881.

[2] L'auteur du travail cité déjà (travail rempli de renseignements intéressants M. James Bishop, chef du Bureau de statistique du travail de l'État de New-

français à raison des « fruitières, » ou système italien à raison des « *latterie sociali coopérative.* »

En ce qui concerne l'Amérique, ce système paraît avoir été inventé par un certain Jesse Williams de Rome (dans l'État de New-York), un agriculteur qui faisait aussi des fromages. En 1851 un de ses fils, qui s'était marié et qui avait dû quitter la maison paternelle pour s'établir pour son propre compte sur un autre domaine, n'étant pas expert dans l'art de fabriquer les fromages, s'entendit avec son père pour lui apporter le lait de ses vaches, afin qu'il le réunît au sien pour faire cette fabrication en commun. Cet essai eut un grand succès : Jesse Williams ayant à sa disposition une plus grande quantité de lait, produisit de meilleurs fromages et en produisant une plus grande quantité, les vendit mieux. Cet exemple fut suivi aussitôt par les voisins et beaucoup s'associèrent pour fabriquer leurs fromages en commun : de là les *associated dairies* qui se répandirent d'abord dans l'État de New-York et bientôt après dans tous les autres Etats. Qu'il nous suffise de dire que quinze ans plus tard, en 1866, on comptait dans le seul État de New-York 500 de ces établissements qui mettaient en œuvre le lait de 200,000 vaches, ce qui représente une moyenne de 400 vaches par laiterie.

Le développement de ces laiteries n'a pas été aussi considérable dans tous les États de l'Union et n'y a pas pris les mêmes formes, cependant elles se sont aussi très multipliées, en dehors de l'État de New-York, dans le Massachusetts, l'Iowa, le Minnesota, l'Illinois, l'Ohio : dans certains lieux les laiteries sont consacrées uniquement à la production du beurre[1] et ont pris le nom de *creameries*, tandis qu'ailleurs elles s'occupent aussi de la fabrication des fromages (*butter and cheese factories*). En 1871 on comptait, dans toute l'étendue des États-Unis, 1,313 de ces laiteries : en 1881 on en comptait plus de 5,000.

L'organisation de ces laiteries est très simple. Le capital nécessaire pour la fondation et l'exploitation est divisé en actions de 50 à 100 dollars chacune (250 à 500 fr.) et chaque associé en prend un nombre proportionnel au nombre de vaches dont il envoie le lait

Jersey, ne paraît pas se douter que ce système a été connu de tout temps dans plusieurs pays d'Europe.

[1] Dans certains cas elles se bornent à réunir le lait de tous les associés et à l'envoyer à la ville, où il s'en fait une grande consommation.

à l'établissement. On évalue en général le capital nécessaire pour une laiterie à 5,000 dollars (25,000 fr.). Un surintendant est établi pour la direction ; les frais de fabrication sont supportés par les associés proportionnellement à la quantité de lait que chacun envoie, et les produits sont vendus pour le compte de la société. Cette organisation, comme on le voit, est semblable à celle des laiteries d'Europe et en diffère seulement en ceci que les laiteries américaines sont parfaitement organisées au point de vue technique et que la fabrication y est faite avec les instruments les plus perfectionnés. La publication que nous avons déjà citée donne un plan complet pour la fondation et l'exploitation d'une laiterie, et énumère tous les instruments qui sont nécessaires pour la fabrication du fromage, ce qui indique bien que l'on en fait un fréquent usage. Tout ceci s'explique par le fait que les laiteries américaines ne sont pas des associations de pauvres paysans, comme par exemple la plus grande partie des associations italiennes, mais sont composées de riches agriculteurs, ce qui d'ailleurs ne leur enlève en aucune façon leur caractère coopératif.

Les résultats avantageux de ce système sont très vantés en Amérique aussi bien qu'en Europe : en ce qui concerne spécialement le beurre, on a observé que, grâce à cette institution des *associated dairies*, le beurre américain a acquis plus de réputation, parce que sa qualité est devenue supérieure et plus uniforme. Les producteurs, de leur côté, ont trouvé de plus grands avantages encore dans la diminution considérable des frais de fabrication et dans l'économie de fatigue et de temps qu'exigeait la fabrication dans la maison.

Nous devons faire remarquer que depuis l'institution de ces laiteries, il s'est fondé des entreprises individuelles pour la fabrication des fromages, constituées par des industriels qui achètent le lait des agriculteurs et le travaillent pour leur propre compte. Mais ceci ne diminue en rien l'importance des *associated dairies* qui représentent toujours aux États-Unis une remarquable application du principe coopératif, quoiqu'elles ne soient pas *sociales* dans le sens strict du mot.

IV.

9. — Arrivons à une autre forme qui a pris aux États-Unis un grand développement et obtenu un succès qu'elle n'a rencontré nulle part ailleurs, si ce n'est en Angleterre où existent un grand nombre d'associations analogues connues sous le nom de *Building societies,* mais qui, en général, sont restées tout à fait à part des sociétés coopératives. Les *Cooperative Banks* ou *Loan associations* des États-Unis, que l'on désigne quelquefois sous le nom impropre d'ailleurs, de *Building associations,* sont des associations qui appliquent le principe coopératif à un genre particulier de coopération qui tient à la fois de l'épargne et du prêt sur immeubles. D'une part, en effet, en tant que leur système est fondé sur l'amortissement, elles ressemblent aux sociétés mutuelles de crédit foncier, et d'autre part, comme leur but principal est de faciliter à leurs membres l'acquisition d'une maison d'habitation, elles se rapprochent un peu des sociétés coopératives de construction, quoique leur constitution et leur fonctionnement soient très différents.

Pour se faire une idée claire du mécanisme, qui est très compliqué, de ces associations, il faudrait beaucoup de pages et d'explications préliminaires, mais puisque nous ne pouvons faire une telle digression, la route que nous avons à parcourir étant encore fort longue, nous nous bornerons à indiquer très brièvement les principaux traits qui les caractérisent.

Le capital d'une de ces banques est constitué en général par un nombre déterminé d'actions dont la valeur est variable, mais est ordinairement fixée à 200 dollars (1,000 fr.). Le montant de ces actions n'est point, comme dans les associations ordinaires, payable de suite ou à bref délai : les souscripteurs s'engagent seulement à payer un dollar par mois. Dans certains cas, la société émet une seule série ou un nombre déterminé de séries d'actions, et quand elles sont toutes payées, la société prend fin; mais plus fréquemment tous les six mois ou tous les ans la société émet une nouvelle série d'actions et elle continue ainsi toujours à vivre.

Si les versements mensuels des associés ne portaient pas intérêt, il ne faudrait pas moins de 200 mois pour que l'action fût complètement libérée ou, comme l'on dit, mûre (*matured*), mais il n'en

est pas ainsi. Le capital argent que la société reçoit mensuellement de ses membres est mis par la société elle-même aux enchères et est prêté à ceux des actionnaires qui en offrent le prix le plus élevé. La société doit recevoir d'eux pour garantie, outre la part versée sur leurs actions, une propriété immobilière. Les actionnaires qui reçoivent ce prêt (*borrowers*) doivent souscrire des actions pour une valeur correspondante au montant du prêt et payer mensuellement, en dehors des versements sur les actions, l'intérêt du prêt lui-même, qui est en général de 6 0/0, et de plus une certaine prime qui s'élève en général à 25 0/0, mais qui peut être encore plus élevée. Prenons pour exemple un actionnaire qui a emprunté 2,000 dollars : il devra souscrire dix actions et payer chaque mois d'abord 2 1/2 dollars de prime, ensuite 10 dollars pour l'intérêt, et enfin 10 dollars de versement sur ses actions, soit en tout 22 1/2 dollars. Si nous supposons que les affaires de la société marchent régulièrement, et que les primes payées s'élèvent toujours à une moyenne de 25 0/0, les actions se trouveront mûres au bout de 12 ans environ, en sorte qu'après ce délai l'associé, qui a emprunté, se trouvera complètement libéré de sa dette, tandis que les autres associés, qui n'ont rien emprunté et qui ont continué à faire seulement les versements de leurs actions, auront touché un intérêt capitalisé chaque mois et auront vu la valeur de leurs actions augmenter plus ou moins rapidement, suivant le montant des primes.

L'association atteint ainsi du même coup un double but. A ceux qui ont besoin d'emprunter sur une propriété immobilière ou qui désirent acquérir une maison ou une terre, elle offre des fonds avec des conditions de remboursement commodes et un amortissement rapide. A ceux au contraire qui, ayant les moyens d'épargner, désirent trouver un bon emploi pour leurs épargnes, elle leur procure le placement le plus sûr et le plus productif. Mais en dehors de ces buts immédiats, les avantages que procure indirectement l'association sont encore plus considérables. Elle stimule à un haut degré l'épargne et la rend en quelque sorte obligatoire, puisque une fois que l'action est souscrite, l'associé est obligé de payer mensuellement, sous peine de fortes amendes; elle rend plus difficile la dissipation des épargnes accumulées; elle arrive à ce résultat que ces épargnes sont employées en faveur des classes mêmes qui les ont formées, résultat qui n'est obtenu que

bien rarement dans les caisses d'épargne. Elle rend facile, par le moyen de paiements échelonnés, l'accès à la propriété immobilière pour la classe des ouvriers, et finalement elle fait l'éducation de cette classe tant au point de vue de la coopération qu'au point de vue de la vie publique et de l'administration des affaires.

Assurément à côté de si grands avantages, ces associations présentent certains inconvénients. Le système de la mise aux enchères et des primes peut, jusqu'à un certain point, être considéré comme injuste, puisqu'il donne naissance à une lutte peu fraternelle et décourageante pour les associés qui ont besoin d'emprunter, et qu'elle contraint à faire les plus grands sacrifices ceux-là précisément dont les besoins sont les plus pressants. Toutefois cette injustice est tempérée par ce fait que les gains de la société sont répartis entre toutes les actions sous forme de dividendes; par là d'une part ces primes profitent aux actionnaires qui ne veulent pas emprunter, en attirant de nombreux souscripteurs et en développant sans cesse les ressources de la société, et d'autre part, elles profitent même aux actionnaires qui veulent emprunter, puisque d'autant plus rapidement les actions seront libérées et d'autant plus rapidement aussi leur dette se trouvera éteinte.

En somme, ce qui démontre suffisamment l'utilité de semblables associations, c'est leur développement et la popularité qu'elles ont acquise, principalement dans la classe ouvrière.

10. — Quelques mots sur leur origine. Elles paraissent avoir pris naissance à Philadelphie, dans l'Etat de Pennsylvanie. On parle d'une association semblable qui aurait été fondée en 1831. Elles ne tardèrent pas à se répandre dans cette grande ville, surtout à partir de 1850, et franchirent bientôt les limites de la Pennsylvanie pour s'étendre dans les autres Etats. Mais elles subirent des fortunes diverses, soit par suite de la perturbation économique amenée par la guerre de la sécession, soit aussi dans certains cas par suite de leur organisation imparfaite. Elles finirent cependant par regagner tout le terrain perdu et se multiplièrent sur tout le territoire de l'Union. En 1880 il y en avait environ 600 dans la seule ville de Philadelphie, et de 1,500 à 1,800 dans le seul Etat de Pennsylvanie. Dans l'Ohio il y en avait, en 1882, 174 pour la seule ville de Cincinnati : dans l'Etat de New Jersey, en 1884, 129; dans le Massachusetts, en 1886, environ 40, et récemment elles se sont étendues à des Etats encore plus éloignés. C'est

ainsi que le Minnesota, par exemple, en comptait plus de 50.

On estime que dans tous les Etats-Unis il peut en exister plus de 3,000, comprenant un nombre d'associés supérieur à 450,000.

Quand on sait avec quelle rapidité peuvent se développer, en Amérique, toutes les institutions qui rencontrent un milieu favorable et qui répondent à des besoins réels, on ne sera pas surpris de ces chiffres; ils s'expliquent bien aisément quand on songe au résultat final de ces associations.

C'est un sentiment fortement enraciné dans toute la race anglo-saxonne et que les premiers colons américains importèrent avec eux de la mère-patrie, que le sentiment du « home », le désir intense de posséder une maison pour soi et pour sa famille. Or les *cooperatives banks* ont offert le moyen à tous les individus, même à ceux qui n'ont que de faibles ressources, d'arriver à satisfaire cette noble et louable ambition. C'est grâce à elles que des milliers d'ouvriers sont arrivés à posséder leur petite maison, et, dans toutes les villes populeuses, l'augmentation de valeur de ces maisons leur a permis de participer à ces plus-values qui, chez nous, sont restées en général le privilège des propriétaires et des capitalistes appartenant aux classes riches. L'élévation du taux des salaires aux États-Unis a permis aux ouvriers de participer largement à ces associations qui commencent par leur rendre l'épargne facile et fructueuse, pour leur aplanir la voie à l'acquisition de la propriété. Les *Cooperatives banks*, en rendant possible à Philadelphie la construction de plus de 60,000 maisons qui sont la propriété de leurs habitants, a valu à cette grande ville le nom charmant de *city of homes*. Mais nous croyons bien que si la marche de ces associations se poursuit dans tout le pays d'une façon aussi rapide et aussi triomphante, ce seront bientôt les États-Unis eux-mêmes qui pourront mériter, sans exagération, le titre de *country of homes*. Et si nous considérons l'état misérable des habitations ouvrières dans la plus grande partie de l'Europe, nous serons disposés à penser qu'il ne saurait y avoir pour un pays un titre plus glorieux et plus enviable. Nous sommes bien loin, malheureusement, en ce qui nous concerne, de pouvoir y aspirer.

V.

11. — Nous devons consacrer une place plus considérable aux sociétés de consommation, tant à cause des vicissitudes qu'elles ont subies aux États-Unis, que parce qu'elles nous serviront de transition naturelle pour parler des sociétés de production, les plus importantes de beaucoup de toutes celles que nous avons à étudier ici.

A ce que nous apprend M. Newton, qui a écrit, il y a peu d'années, une courte mais intéressante histoire des sociétés de consommation aux États-Unis[1], c'est dans la Nouvelle Angleterre, vers la fin de l'année 1831, que quelques magasins coopératifs furent ouverts par les soins de la *New England Farmers aud Mecanics Association.* On serait donc en droit de penser que depuis cette date les sociétés de consommation ont eu le temps de prendre tout leur développement et de devenir des institutions régulières et prospères; mais tel n'a pas été le cas. Ce mouvement a passé par un continuel va et vient de progrès et de reculs, de périodes d'expansion et de dissolution, et on peut dire que son histoire présente le contraste le plus frappant avec l'histoire de la coopération en Angleterre. Les causes qui ont imprimé à ce mouvement une allure aussi désordonnée sont diverses. Ce genre d'institutions ne s'adapte pas également à tous les milieux, ne se prête pas à toutes les conditions sociales; telle même qui réussit admirablement dans un certain lieu peut se trouver ailleurs ne pas répondre aux besoins. Il ne serait pas exact de dire que tel a été le cas aux Etats-Unis, puisque nous verrons que la coopération de consommation a fini par s'y établir; mais il est incontestable qu'elle a trouvé dans ce pays des conditions très différentes et beaucoup moins favorables que celles qu'elle avait rencontrées en Europe et spécialement en Angleterre.

La prospérité générale du pays, le confort relatif dont jouissent les ouvriers, grâce à l'élévation de leurs salaires, l'immense développement du commerce des objets de consommation de tout genre, la grande concurrence qui a fait baisser le prix de tous les articles, (chaque commerçant se contentant de gagner peu parce qu'il vend beaucoup), tout cela a fait que les consommateurs

[1] *Cooperative distribution* dans la *North American Review*, 1883, vol. II.

n'ont pas autant senti le besoin de recourir aux expédients dont on a usé en Europe. Les Américains, toujours préoccupés de faire de gros bénéfices et de les faire vite, éprouvent un certain dédain pour les petites épargnes (mais qui, pour être modestes, n'en sont pas moins très précieuses), qui s'effectuent par le moyen des sociétés de consommation : les mêmes raisons qui ont fait, comme nous l'avons déjà vu, que les sociétés de secours mutuels n'ont pu prendre beaucoup d'essor, ont fait aussi que les Américains ont témoigné peu d'enthousiasme pour les sociétés de consommation et n'y ont eu recours que dans les moments où leurs besoins devenaient plus pressants. Voilà pourquoi nous constatons dans ce mouvement des mouvements de brusque expansion, mais qui ne durent pas : c'est qu'ils correspondent à des périodes où les besoins étaient plus grands; mais sitôt la crise passée, ces institutions auxquelles on n'avait eu recours évidemment que comme à des expédients temporaires, sont abandonnées. Cette coïncidence a été observée dans la période de la crise économique qui a suivi la guerre de sécession et elle s'est vérifiée encore, quoique dans de moindres proportions, dans chacune des crises industrielles qui depuis cette époque ont sévi dans ce pays.

D'autres causes ont pu contribuer à rendre difficile le fonctionnement de ce genre d'associations et même en amener la ruine; la difficulté d'amener au magasin social des associés dispersés dans d'immenses cités, la difficulté de trouver des administrateurs capables et désintéressés, l'impatience des associés pour réaliser des bénéfices à bref délai, leur égoïsme, qui, au dire même du secrétaire de l'une de ces associations, fait que chacun veut tout pour soi et abandonne l'association sitôt qu'il s'aperçoit qu'il ne pourra retirer de sitôt les bénéfices qu'il se promettait tout d'abord. Et il n'est pas rare de voir l'association coopérative finir par se transformer en une entreprise de pure spéculation, ou bien, quand vient la dissolution de la société, le magasin coopératif est cédé à quelque boutiquier.

Il faut remarquer pourtant que quoique cet ensemble de circonstances se présente fréquemment aux Etats-Unis, il ne faudrait pas y voir une règle générale : il pourra se trouver et il s'est déjà trouvé des localités où les sociétés de consommation répondaient à de véritables besoins et rencontraient les conditions les plus favorables à leur développement. Barnard, qui s'exprime

pourtant sur le compte des sociétés coopératives des Etats-Unis d'une façon très pessimiste, reconnaît cependant qu'il y a dans ce pays des centaines de petites villes et de villages où les magasins coopératifs constituent une véritable providence. Il y a là une foule de petits boutiquiers qui vendent des marchandises de mauvaise qualité et à crédit, en sorte que tous les habitants de la ville finissent par être endettés vis-à-vis d'eux; comme ils sont beaucoup trop nombreux, ils finissent par faire de mauvaises affaires et par tomber en faillite, et ceux qui restent se trouvent en possession d'un véritable monopole au grand préjudice de tous les consommateurs. Dans de telles conditions, dit Barnard, une société coopérative de consommation peut causer une véritable révolution et procurer des avantages matériels et moraux considérables.

12. — En parlant des sociétés coopératives de consommation aux Etats-Unis, il est nécessaire de faire une distinction : il faut distinguer d'une part le mouvement dû à l'initiative de certaines grandes « organisations » répandues sur toute la surface de l'Union et dont nous avons déjà fait mention, et d'autre part le mouvement dû à des initiatives locales et qui a abouti à la constitution d'associations autonomes. Nous parlerons tout d'abord des premières qui ont passé par des vicissitudes particulièrement intéressantes. La première tentative remonte, nous l'avons déjà dit, à l'année 1830 et fut l'œuvre de la *New England farmers and mechanics Association,* mais elle eut peu de succès et il n'en reste aujourd'hui plus de traces. Cette tentative fut reprise, en 1845, par une grande association, celle de la *Workingmen's protective Union,* qui résidait à Boston et qui étendit ses branches et ses sections dans tout le Massachusetts. Ces sections, qui tenaient des magasins de consommation, augmentèrent rapidement en nombre. En 1850 on en comptait 108, sur lesquelles 83 à elles seules comptaient 5,109 associés, un capital de 71,890 dollars, et un chiffre de ventes dans l'année de 535,338 dollars. Au mois d'octobre 1852 le nombre des sections était déjà de 403, sur lesquelles 167 avaient un capital de 241,712 dollars et avaient vendu pour 1,696,825 dollars de marchandises.

Mais la discorde se mit dans cette grande union et la divisa en deux. Aucune des deux nouvelles associations ne devait avoir une heureuse fortune. Le peu d'union et le peu d'accord qui régnaient entre les associés, la concurrence acharnée que leur faisaient les

commerçants (les magasins coopératifs vendant à un prix peu supérieur au prix de revient, les commerçants éprouvaient naturellement un notable préjudice et leur faisaient une guerre acharnée), le défaut de capital, l'incapacité des administrateurs, la perturbation générale amenée par la guerre civile qui commençait alors, toutes ces causes firent que la plus grande partie de ces sections durent se dissoudre, et leurs magasins tombèrent aux mains des commerçants. Dès le commencement de 1860 les deux associations avaient cessé d'exister. De 1860 à 1870 il ne se forma que de rares associations isolées dont quelques-unes firent néanmoins assez bonne figure; mais la guerre civile absorbait alors toutes les forces et toute l'attention du pays et rendait impossibles de semblables entreprises économiques qui demandent la paix et la tranquillité. Ce fut vers 1870, à la suite de la crise et de l'état de malaise général, que le mouvement recommença. Toutes les classes de la société ressentirent alors le besoin d'économiser et la coopération se présenta comme le moyen le plus approprié à ce but. Les sociétés de consommation prirent alors une grande extension, grâce à deux grandes organisations, celle des *Patrons of Husbandry* et celle des *Sovereigns of industry* dont les sections (*Grange-councils*) se multipliaient rapidement.

« L'organisation » des *Patrons of Husbandry* était une grande association d'agriculteurs qui se proposaient de veiller à leurs intérêts à tous les points de vue. Les *granges* ou sections étaient des espèces de cercles agricoles dans lesquels les agriculteurs se réunissaient, traitaient des questions concernant l'agriculture et s'entendaient surtout pour éliminer, par le moyen de l'association, certains intermédiaires qui en leur fournissant les articles dont ils avaient besoin, se faisaient payer par des produits en nature et gagnaient considérablement sur l'échange. A cet effet les granges de chaque Etat se constituaient en *purchasing clubs* et s'entendaient pour entretenir à frais communs un agent général. Chaque associé adressait à sa section la demande des articles dont il avait besoin un certain temps à l'avance : on en évaluait le prix, et il devait payer par anticipation; la section transmettait la commission, dès qu'elle avait une certaine importance, à son agent et celui-ci, réunissant les commissions des différentes sections, pouvait acheter en gros de grandes quantités et obtenir des rabais considérables. Ce système a pris en peu de temps un immense

développement. En novembre 1876 on constatait que de semblables agences existaient déjà dans vingt Etats et que certaines faisaient annuellement un chiffre d'affaires de près de 200,000 dollars. Il s'ensuivit que les « granges » se transformèrent en véritables magasins de consommation d'après le système de Rochdale [1], et que pour s'occuper de leurs intérêts matériels et moraux, elles instituèrent des bibliothèques circulantes, des écoles d'agriculture, et organisèrent de fréquentes réunions pour traiter des questions économiques et agraires. En 1873 les *Patrons of Husbandry* comptaient dans toute l'Union environ 11,000 granges et en 1874, lors de l'Assemblée nationale qui fut tenue à cette époque, le secrétaire en signala 24,290, avec un chiffre total de 763,263 associés.

« L'organisation » des *Sovereigns of industry,* fondée en 1874, comme complément de l'autre qui n'admettait dans ses rangs que les agriculteurs seulement, prit aussi une grande importance, quoique un peu moindre que la première. Leurs *councils* étaient répandus dans un grand nombre d'États de l'Union et étaient organisés sur un modèle analogue à celui des granges des *Patrons* et, dans la suite, ils adoptèrent aussi en partie le système de Rochdale. En 1875, il y avait dans les divers États de l'Union environ 454 *councils,* sur lesquels 310 comptaient environ 28,000 membres; c'est le Massachusetts qui fournissait le plus fort contingent [2].

Mais ce grand mouvement ne dura pas longtemps, pas plus de temps que les besoins qui l'avaient fait naître. Dès que les conditions économiques du pays commencèrent à s'améliorer, aussitôt ces deux grandes organisations présentèrent des symptômes de

[1] Il paraît qu'une application isolée du système de Rochdale avait été faite en 1864; mais ce système n'attira pas l'attention publique jusqu'au jour où il fut adopté par les deux grandes organisations dont nous parlons.

[2] Voici un passage de la déclaration de principes de cette grande organisation :

« ... Organiser la résistance contre le monopole et les autres fléaux du système industriel et commercial actuel : établir un meilleur système d'échange et constituer, sur les bases de la justice et de la liberté, la fraternité mutuelle et l'action coopérative des producteurs et des consommateurs. »

L'organisation répudiait tous les moyens violents ou faits pour exciter la haine et la discorde entre les classes, et ne voulait employer que les moyens pacifiques et légaux; elle acceptait comme associés des personnes de toutes classes, même les femmes, à la seule exception des avocats et des politiciens de profession.

dissolution. Leur décadence ne fut pas moins rapide que ne l'avait été leur constitution, en sorte que, vers 1880, aucune des deux n'existait plus et seulement un certain nombre de sections, devenues associations autonomes, vivaient encore pour leur propre compte[1]. Cependant la déroute ne fut pas aussi complète qu'on aurait pu le croire au premier abord : les *Patrons of Husbandry* ressuscitèrent bientôt et, à cette heure, ils sont en train de se réorganiser dans plusieurs États. Au Texas, il existe, depuis plusieurs années, une grande association de consommation composée uniquement de « *Patrons* », organisée d'après le système anglais et présentant une certaine ressemblance avec le « *Wholesale* » de Manchester, en ce sens qu'une bonne part des associés ne sont pas des individus, mais des « granges » dispersées sur tous les points du Texas et qui achètent leurs marchandises par l'intermédiaire d'une association centrale ayant son siège à Galveston. En 1885, elle possédait un capital de 37,000 dollars et réalisait 22,987 dollars de bénéfices nets qui sont distribués en partie aux actionnaires et en partie aux acheteurs; toutefois, c'est au capital qu'est réservée la plus grosse part. M. Flower nous apprend qu'un intérêt de 10 0/0 est assuré aux actions avant toute distribution de bénéfices, et qu'en plus ces actions ont touché un dividende qui a varié, suivant les années, de 13 à 35 0/0, tandis que la part des consommateurs n'a été que de 2 1/2 à 5 0/0.

Les « granges » locales associées étaient au nombre de 132, possédaient un capital de 629,000 dollars et faisaient un chiffre d'affaires annuel de 1,612,000 dollars. M. Flower évalue à 230,000 dollars l'épargne annuelle que procurent, d'une façon ou de l'autre, ces diverses organisations.

Les sections des *Patrons of Husbandry* sont actuellement répandues dans le Michigan, Ohio, Indiana et dans d'autres États[2], et

[1] M. Bemis assure, au contraire, que la dissolution commença dès 1875, par suite de la crise générale : les membres de l'association ne pouvant se procurer du travail et se trouvant dans des conditions économiques assez fâcheuses, ne purent payer comptant au magasin, ni obtenir du crédit, et ils furent forcés de recourir aux boutiquiers. Plus de la moitié des magasins coopératifs cessèrent d'être coopératifs, et cela grâce aux administrateurs eux-mêmes qui se firent patrons et exploitèrent le magasin pour leur propre compte.

[2] D'après Bemis, en 1886, dans les États de la Nouvelle-Angleterre, les *Patrons of Husbandry* comptaient de 25,000 à 30,000 adhérents, et leurs associations étaient encore répandues dans d'autres États de l'Union.

tout porte à croire qu'elles ne tarderont pas à retrouver leur importance d'autrefois.

Nous n'avons trouvé dans aucune publication l'explication de cette espèce de résurrection ; mais je ne crois pas m'avancer beaucoup en l'attribuant, au moins en partie, à la dépression industrielle qui, comme nous l'avons vu, a sévi aux États-Unis aussi bien qu'en Europe, et a dû faire sentir là-bas, encore plus que chez nous, la nécessité de faire des économies.

Quant aux *Sovereigns of industry,* ils n'ont pas ressuscité, mais ils ont été remplacés par une organisation bien autrement puissante et que nos lecteurs connaissent déjà, celle des Chevaliers du Travail, et qui, comme nous allons le dire en peu de mots, a imprimé une forte impulsion au mouvement coopératif.

13. — Si nous en venons maintenant à ces associations isolées qui ont surgi çà et là sur divers points des États-Unis et à diverses époques, la tâche devient beaucoup plus difficile. Depuis 1860, très nombreuses ont été les sociétés de consommation qui se sont constituées, mais leurs vicissitudes ont été si diverses, leurs insuccès si fréquents, leur existence parfois si courte, qu'il est vraiment malaisé de s'en faire une idée d'ensemble. Cependant l'ouvrage déjà cité de H. Newton, les enquêtes faites par les soins du comité coopératif anglais et publiées dans les comptes-rendus des congrès d'Oldham et de Plymouth, les rapports des Bureaux du Travail des divers États de l'Union, les travaux de Barnard [1], de Studnitz [2], de Bemis [3] et de quelques autres auteurs encore, signalent l'existence d'un grand nombre de ces associations; mais ce serait une erreur que de s'imaginer qu'avec ces renseignements recueillis en divers lieux et à diverses époques, il serait possible de dresser un tableau d'ensemble de ce mouvement. Il suffit de se rappeler que les États-Unis sont un pays grand comme l'Europe entière et de penser à la facilité avec laquelle les institutions américaines se forment, se dissolvent ou s'évanouissent, pour se convaincre de l'impossibilité absolue où l'on se trouve d'obtenir de semblables sources des renseignements exacts et complets. Il me paraît inutile de fatiguer le lecteur avec une kyrielle de noms d'associations, pour un grand nombre desquelles je n'aurais que

[1] *Cooperation as a business.* Boston, 1881.
[2] *Nordamericanische arbeiterver haltnisse.* Leipzig, 1879.
[3] *Cooperation in New England.* Baltimore, 1880.

bien peu de chose à dire, et pour certaines même je ne pourrais assurer qu'elles existent encore. Il nous paraît plus utile de mettre en relief les traits les plus importants et les plus caractéristiques de ce mouvement. Comme nous l'avions déjà dit, la coopération de consommation aux États-Unis n'a pas eu un véritable succès, et nous avons indiqué la cause de ce fait. Mais pour les associations isolées, dont nous parlons en ce moment, il faut ajouter à cette cause générale leur organisation défectueuse, qui les a transformées en entreprises de spéculation ou qui les a conduites à la ruine, telles que les malversations des directeurs qui, malheureusement, n'ont pas été rares, ou tout simplement le manque d'hommes disposés à se dévouer à ces entreprises par pur esprit philanthropique, comme il s'en est trouvé en Europe; la concurrence et l'hostilité qu'ont exercées contre eux, par tous les moyens, les commerçants, plus entreprenants et plus hardis qu'en Europe; la facilité avec laquelle les associés abandonnent, à peine entrés, les associations qui les avaient accueillis.

Barnard, après avoir exposé ces faits et les chutes nombreuses de ces associations, finit par déclarer que ces associations ont éprouvé aux États-Unis un échec colossal : à tel point que, dans la langue des commerçants, le mot de « magasin coopératif » est passé en proverbe pour tourner en ridicule les entreprises malheureuses. Il n'est pas étonnant, assurément, que les commerçants raillent de semblables institutions; ce n'est pas la première fois que l'on voit la coopération être un objet de risée, mais ce n'est pas la première fois non plus que l'on verrait des sentiments d'ironie et de dédain se changer en chaudes sympathies. Le jugement prononcé par Barnard me semble un peu exagéré : c'est en 1880 qu'il s'exprimait de la sorte, et, à cette époque, la dissolution des grandes associations dont nous avons parlé, ainsi que de beaucoup d'autres, dissolutions amenées surtout, comme nous l'avons vu, par un retour général de prospérité, lui a fait voir probablement les choses sous un jour plus pessimiste que de raison.

On ne peut contester cependant que les sociétés de consommation n'aient éprouvé aux Etats-Unis de nombreux échecs, mais on ne peut nier non plus qu'elles aient plus d'une fois réussi. Sans donner ici aucun nom, nous pouvons dire que Newton, Bemis, Flower signalent un nombre, qui est loin d'être insignifiant, de sociétés de consommation établies dans différents États, qui sont

organisées plus ou moins sur le modèle anglais et qui non seulement durent depuis plusieurs années, mais donnent encore d'excellents résultats et prennent chaque jour plus d'importance. Comme exemples curieux, nous en citerons seulement une qui a été constituée à Philadelphie par des femmes, et une autre à Springfield, qui est composée uniquement de nègres. Il y en avait trois aussi qui n'étaient constituées que par les étudiants de trois collèges, celui de Yale (à New Haven, dans le Connecticut), celui d'Haward, et l'Institute of Technology du Massachusetts : ceux-ci, en dehors de leurs magasins coopératifs, avaient obtenu des marchands des rabais considérables sur les livres, les cartes, etc.

A partir de 1880 surtout, on voit se manifester, même dans les associations isolées, une certaine expansion et une nouvelle vie : dans divers Etats de nouvelles sociétés se sont constituées qui sont très prospères et qui doivent surtout cette prospérité à l'adoption du système anglais qui a déjà prévenu tant de ruines et assuré tant de succès. Certaines de ces associations même, à Baltimore, à Philadelphie, ont pris des proportions colossales.

Si nous essayons de réunir en un tableau d'ensemble les renseignements recueillis par Flower et Bemis sur les associations existantes en 1885-86, nous pouvons affirmer l'existence de 80 associations environ, dont le plus grand nombre sont établies dans le Massachusetts (28), dans le Maine (16), dans l'Ohio (13). Sur ce nombre 30 sont organisées d'après le système de Rochdale : 10 à 12 vendent au prix coûtant ou à bas prix : pour les autres, nous n'avons pas de renseignements suffisants. Deux ou trois seulement paraissent avoir un caractère de spéculation[1]. Plusieurs de ces sociétés comptent déjà un bon nombre d'années d'existence et, dans ce cas, n'ont fait que se substituer aux *granges* ou aux *councils* des organisations disparues. Elles se trouvent en général, autant qu'on peut en juger, dans des conditions financières satisfaisantes : et en particulier celles qui se sont constituées dans ces dernières années et dont le nombre est assez respectable. En résumé on peut dire que les sociétés coopératives de consommation

[1] Nous en voyons une, par exemple, qui répartit tous ses bénéfices entre les actionnaires, ce qui a représenté, pour les sept dernières années, un dividende moyen de 27 0/0; et une autre dont le secrétaire a pu dire que les plus grandes difficultés venaient de « l'extrême égoïsme » des associés, dont chacun voulait tout pour soi!

aux Etats-Unis paraissent poussées désormais par un vent favorable.

14. — Mais le fait le plus considérable que l'observation nous révèle, fait bien autrement important que ne peut l'être l'existence d'une douzaine d'associations de plus ou de moins, c'est la popularité que l'idée de la coopération acquiert chaque jour davantage aux États-Unis, l'intérêt que l'on porte à tout ce qui la concerne, l'influence qu'elle commence à exercer par ses principes et son idéal sur la conscience publique. Dans les masses ouvrières et même dans les autres classes de la société, on s'habitue peu à peu à l'idée que la coopération représente une forme nouvelle de l'organisation industrielle qui doit se substituer peu à peu à l'ordre social actuel. Les Chevaliers du Travail n'ont pas peu contribué à propager cette manière de voir, en proposant comme but à leur « noble et saint Ordre, « dans leur déclaration de principes, » de constituer des institutions coopératives qui permettent de remplacer un jour le système du salariat par un système coopératif. » Et ils ne se sont pas bornés simplement à proclamer le principe; ils ont mis à son service toute la puissante influence dont ils disposent sur toute l'étendue des États-Unis, et ont contribué directement à créer de nombreuses associations coopératives tant de consommation que de production; et certainement une bonne part de celles qui existent à cette heure sont dues à leur initiative.

Ce n'est pas tout : d'autres associations encore s'occupent de coopération, tant sur le terrain de la science pure que sur celui de la pratique. La *Sociologic Society of America* a pour programme « l'étude des lois relatives à l'organisation sociale et la propagande des principes de la coopération et de la mutualité dans la nation américaine. » (Il semble résulter de certaines indications qu'il serait trop long de discuter ici, que dans ce programme l'idée coopérative est un peu confondue avec l'idée socialiste). Elle a constitué à New-York un *Cooperative Board,* qui a pour rôle de fournir à quiconque le demande tous renseignements et indications pratiques relatifs à la coopération, et elle publie un journal le « *Cooperative News of America* » qui est consacré à la propagande coopérative.

Citons encore l'*American Economic Association* de Baltimore qui s'occupe aussi de la coopération et a publié, sur ce sujet, des travaux importants. Enfin la part qui est faite à la coopération dans les derniers rapports des Bureaux de Statistique du travail

des divers États, dans les très importantes et récentes publications de MM. Carrol, D. Wright, Flower, Bishops, Shaw, Bemis et autres, qui nous ont été d'un si grand secours dans cette étude, font bien voir, mieux que toute démonstration, quelle est la place que le mouvement coopératif tend à prendre de plus aux États-Unis dans le domaine de la spéculation scientifique aussi bien que dans celui des applications pratiques.

VI.

15. — Dans la première partie de ce travail nous avons déjà décrit le milieu économique et industriel dans lequel se trouvent placées les institutions coopératives aux États-Unis. Ce milieu une fois connu, il n'est pas difficile de déterminer dans quelles conditions la coopération de production a pu se développer et quels sont les éléments qui ont pu la constituer. Quoiqu'elle ait assurément, à raison de son origine, des caractères tout particuliers, cependant elle présente aussi des points de ressemblance très remarquables avec le mouvement coopératif de nos pays d'Europe.

La décadence beaucoup plus rapide de la petite industrie a fait que certaines formes de coopération productive et leur réalisation dans certaines industries n'ont pas été possibles. Il est beaucoup plus difficile à de semblables associations de prendre naissance, alors qu'elles doivent nécessairement revêtir des proportions beaucoup plus considérables qu'en Europe. Cependant cette nécessité trouve un certain correctif dans la condition plus élevée au point de vue économique des ouvriers américains; il est vrai qu'ils ont moins l'habitude d'épargner que les ouvriers européens, mais, dans telle ou telle occasion donnée, l'élévation de leurs salaires leur permet de le faire beaucoup plus aisément. La première cause n'a donc pas suffi pour paralyser le développement de la coopération et la seconde a eu, au contraire, pour effet de donner à ces associations une beaucoup plus grande vitalité.

Un fait qui ne doit pas être laissé dans l'ombre, c'est que, si la nécessité de grands capitaux a pu mettre obstacle au développement des sociétés de production, un obstacle bien plus grand encore est résulté de la nécessité de réunir un grand nombre d'ou-

vriers qui, dans la plupart des cas, sont indispensables pour assurer une main-d'œuvre suffisante et produire dans des conditions suffisamment économiques. En effet, toute association ouvrière trouve nécessairement une limite au nombre de ses associés. Sans vouloir établir aucun principe absolu, je crois pouvoir dire que, tout au moins dans l'état de choses actuel, une association de production qui compterait plus de 200 membres devrait être considérée comme une exception, et s'il s'en rencontre de telles, cela tient alors à ce que le plus grand nombre des associés sont de simples capitalistes; tandis qu'il n'est pas rare de voir des associations, avec un nombre limité d'associés, employer un nombre beaucoup plus considérable d'ouvriers auxiliaires. Nombre de raisons qu'il n'est pas nécessaire de développer, mais qu'il est aisé de deviner, rendent toujours difficile de réunir dans une même localité et dans un même métier un nombre considérable d'ouvriers, alors surtout qu'on exige d'eux les qualités soit économiques, soit techniques, soit morales qui sont indispensables pour atteindre le but. Dès lors il va sans dire que la constitution de telles associations doit être bien plus facile, par exemple, en Allemagne, où, d'après le recensement industriel de 1875, le nombre des établissements industriels occupant moins de 5 ouvriers était plus de *quarante et une* fois supérieur au nombre des établissements qui en occupaient un nombre plus considérable (les chiffres exacts sont pour les premiers 2,858,408 et pour les seconds 69,550)[1], — plus facile, disons-nous, qu'en Amérique, où la grande industrie est infiniment plus répandue et s'est étendue même, pour rappeler un exemple que nous avons déjà cité, à la fabrication des chaussures.

Cependant n'exagérons rien et attachons-nous scrupuleusement à l'examen des faits. Peut-être cet examen attentif aura-t-il pour résultat d'atténuer un peu nos préventions.

Il résulte de nombreux calculs statistiques publiés par Wright dans son volume *Industrial Depressions,* que nous avons déjà plusieurs fois cité, calculs que nous ne pouvons reproduire en détail pour ne pas faire trop de digressions, que sur 582 établissements industriels de diverses catégories sur lesquels Wright a fait porter

[1] Voy. Tarussio, *Il censimento delle industrie in Germania nel* 1875 (Annali di Statistica, série 2, vol. 13 Roma, 1880).

son enquête en 1885, 244 n'occupaient pas plus de 100 ouvriers et 146 pas plus de 200. Dans les industries métallurgiques, sur 78 établissements il y en avait 15 qui n'occupaient pas plus de 50 ouvriers, 20 pas plus de 100 et 14 pas plus de 200; dans les manufactures de tabacs, sur 37 établissements, 7 n'occupaient pas plus de 50 ouvriers, 10 pas plus de 100, 9 pas plus de 200; dans la cordonnerie, sur 48 établissements, 7 n'employaient pas plus de 50 ouvriers, 9 pas plus de 100, 18 pas plus de 200, 12 de 200 à 500 et 2 seulement de 500 à 1,000.

On peut donc conclure que si le terrain sur lequel les sociétés de production peuvent s'établir est plus restreint aux États-Unis que dans nos pays, cependant il leur ouvre encore un champ assez considérable et en tous cas il ne leur présente pas d'obstacles insurmontables.

16. — Un autre fait très important à noter, c'est que le point de départ des sociétés de productions aux États-Unis doit être cherché tout à fait à l'opposé de celui des associations similaires d'Europe. En Europe (France, Allemagne, Italie), ce sont les ouvriers de la petite industrie et les artisans indépendants qui, ne pouvant résister à la concurrence des manufactures armées d'engins mécaniques, soit par suite de la transformation industrielle, soit par d'autres causes diverses, ont recours à l'association.

Tel est un cas fréquent pour les associations françaises; c'est presque la règle en Allemagne, et il en est plus ou moins de même en Italie. Non, sans doute, qu'il ne nous soit arrivé plus d'une fois de rencontrer des associations constituées par des ouvriers restés sans travail à la suite d'une grève et désireux de travailler à leur émancipation. Les associations coopératives de production ont ainsi dans nos pays une double origine : le plus souvent elles se recrutent parmi les travailleurs de la petite industrie et quelquefois aussi, mais plus rarement, parmi les ouvriers salariés des grandes manufactures; et il en résulte qu'elles ont aussi un double but, tantôt servir comme moyen préventif contre l'évolution industrielle, qui tend à faire tomber les artisans autonomes dans les rangs des salariés, tantôt servir à l'émancipation des salariés.

Mais aux États-Unis autre est l'origine et autre est le but. Dans les nombreux documents que nous avons eu l'occasion de consulter sur ce sujet, nous n'avons pas trouvé un seul mot sur les ouvriers indépendants : on dirait qu'ils n'en existe point, ou que du moins ils

ne se rencontrent que dans de très petites branches de l'industrie d'une importance insignifiante. Ce sont des ouvriers salariés qui, presque toujours, constituent ces associations de production : mais ce sont des salariés qui, dans la plupart des cas, se trouvent dans une condition économique bien supérieure à celle des ouvriers de nos pays, à raison du taux de leurs salaires : il en résulte que nous ne trouvons pas dans les associations américaines, ces efforts, ces dévouements qui, dans d'autres pays, se sont élevés jusqu'à l'héroïsme.

C'est ainsi qu'en général les actions, qui représentent pourtant des sommes assez importantes (25, 50, 100 et jusqu'à 200 dollars), sont aisément souscrites par les associés, et sont même libérées entièrement dans un délai assez court. Quant aux causes qui déterminent les ouvriers à s'associer, ce sont presque toujours les suivantes : des grèves qui ont échoué et à la suite desquelles les ouvriers n'ont pu se résigner à reprendre le travail aux anciennes conditions, ou ont été congédiés par les patrons ; — le refus des patrons d'embaucher des ouvriers, parce qu'ils ont fait partie d'une coalition ; — la fermeture d'un établissement industriel soit par suite de faillite, soit par toute autre cause ; — la répugnance d'ouvriers pères de famille et propriétaires d'une petite maison à quitter la localité où ils sont établis, alors que pour une raison quelconque ils n'y trouvent plus d'ouvrage ; — quelquefois aussi une occasion qui se présente de relever quelque petit établissement tombé en liquidation ; — telles sont le plus souvent les origines des associations de productions américaines, telles que nous avons pu les constater en étudiant chacune d'elles[1]. Et un fait très remarquable c'est qu'alors même que l'association doit son origine à l'une des causes que nous venons d'énumérer, il arrive le plus souvent qu'elle prend un autre caractère qui devient tout à fait prédominant (bien malheureusement, car, comme nous le verrons, il entraîne souvent un changement complet dans sa nature) : elle devient tout simplement pour les associés un moyen de bien placer leurs capitaux, une sorte de caisse d'épargnes, ou, si l'on veut, un stimulant à l'épargne, mais rien de plus. Il arrive très fréquemment que des ouvriers, tout en continuant à

[1] Le lecteur devra rapprocher ces observations sommaires des détails qu'il trouvera contenus dans les tableaux synoptiques à la fin de cette étude.

travailler comme tels chez un patron, deviennent actionnaires de ces sociétés de production. Mais nous aurons bientôt à revenir plus longuement sur ce fait.

Avant d'en finir avec ces considérations générales, il convient de faire encore une dernière observation qui n'est pas sans importance au point de vue psychologique. Comme nous avons eu déjà l'occasion de le constater à propos des autres institutions coopératives en Amérique, les associations de production s'inspirent également d'un esprit absolument pratique : point de grand idéal; point de déclarations de principes; point de tendances socialistes. « *Cooperation means business,* » dit Barnard : pour les ouvriers américains, la coopération n'est pas autre chose qu'une affaire, un expédient pour améliorer leur condition; — et il n'est pas rare de voir l'un d'eux, lorsqu'il a réussi par le moyen de la coopération à se former un capital, s'empresser d'abandonner ses confrères pour devenir à son tour patron. Il est vrai que les grandes « organisations, » telle que, par exemple, celle des Chevaliers du Travail, la plus importante de toutes, ont des programmes grandioses, élèvent bien haut leur idéal et proclament solennellement leurs tendances humanitaires et même quelque peu utopiques : mais, même dans les sociétés de production qui sont dues à leur initiative, nous ne pouvons découvrir rien de semblable.

17. — La coopération de production n'a commencé aux États-Unis que longtemps après les autres formes de la coopération. Lorsque les grandes organisations, dont nous avons déjà parlé, fondaient leurs magasins dans différents États, il n'était pas encore question de sociétés de production. M. Mc Neill, dans une intéressante étude historique sur la coopération dans le Massachusetts[1], parle d'une association de tailleurs, *Boston tailors associative union,* qui aurait été constituée à Boston en 1849. Elle avait pour but de fournir du travail à ses membres par la confection et la vente de vêtements de toute sorte. Les bénéfices étaient répartis entre les associés proportionnellement au travail fait par chacun d'eux : les associés qui n'étaient pas ouvriers n'avaient pas droit de vote et étaient considérés comme de simples commanditaires. Mais sur le compte de cette association qui, à raison de la date à laquelle elle a paru, serait fort intéressante, Mc Neill ne nous

[1] *Report of the Bureau of Statistics of Labor of Massachusetts* pour 1877.

apprend rien de plus, sinon qu'elle n'a duré que quelques années; et nous ne trouvons pas un seul mot dans les autres auteurs, ni sur cette association ni sur toutes les autres qui auraient pu se former à une date ultérieure jusqu'en 1867. Nombreux étaient les magasins coopératifs qui naissaient et disparaissaient à cette époque, mais d'associations de production aucune n'est mentionnée. C'est donc en 1867 seulement que l'on peut dire qu'a véritablement commencé le mouvement coopératif dans la production. A cette date, plusieurs de ces associations ont pris naissance : il en est trois qui existent encore et qui sont parmi les plus importantes, à savoir *Somerset cooperative foundry* à Somerset (Massachusetts), *Cleveland cooperative stove Company* à Cleveland (Ohio) et *Rochester cooperative foundry* à Rochester (New-York) : cette dernière est la plus grande de toutes les associations coopératives de production des États-Unis [1].

A partir de cette époque, le mouvement suivit son cours, lent, mais ininterrompu, et chaque année amena dans ces États la constitution de quelques nouvelles associations de production. Quant aux autres États, nous n'avons pu, pour cette période, recueillir aucun renseignement. Tout ce que nous savons c'est que dans ces deux dernières années 1885-1886, le mouvement coopératif a pris une grande extension dans un grand nombre d'États.

Nous avons pu recueillir des données sur un nombre total de 80 sociétés de production fondées aux États-Unis dans la période de vingt années qui s'étend de 1867 à 1886. Ces renseignements, recueillis à grand'peine dans une foule de publications diverses, ont naturellement le défaut de ne pas être très homogènes, mais ils ont par contre le grand avantage d'être extraits de textes originaux et même, dans la plupart des cas, officiels : nous les avons réunis dans des tableaux synoptiques qui sont joints à cette étude, et le lecteur pourra s'y reporter pour faire les comparaisons nécessaires. En dehors de ces 80 associations, nous avons constaté l'existence de plus de 30 autres associations, qui ont été constituées en plusieurs États, et particulièrement dans l'Ouest; mais sur ces asso-

[1] M. R. Ely, dans son ouvrage très intéressant « The labor movement in America », affirme, sur l'autorité d'un article du « New-York Times », du 18 janvier 1870, qu'en 1869, 14 fonderies coopératives existaient dans les États de New-York et de Pennsylvania.

ciations nous avons trop peu de renseignements pour pouvoir en parler.

Sur les 80 associations comprises dans nos tableaux, 62 existaient encore en 1886 et 18 étaient dissoutes depuis un temps plus ou moins long. Il ne faudrait pas voir dans ce fait une preuve de leur vitalité : toutes les associations dissoutes appartenaient en effet à l'État du Massachusetts, dont l'histoire coopérative nous est parfaitement connue, tandis que, dans les autres États, excepté la ville de Minneapolis, nous ne connaissons que les sociétés qui existent à présent. La vitalité de ces associations peut être appréciée par la date de leur fondation, indiquée au tableau; et si nous l'examinons, nous pouvons constater que sur 64 associations à nous connues, il y en a 25 qui comptent de 4 à 20 années d'existence, tandis que la plus grande partie des autres (à l'exception d'une seule dont la date de naissance nous est inconnue) sont nées dans les deux dernières années 1885-1886.

Les matériaux recueillis, encore qu'ils soient assez incomplets, peuvent cependant être considérés comme présentant un certain intérêt, et ils sont suffisants pour nous permettre d'étudier en parfaite connaissance de cause le développement de ces institutions aux États-Unis, d'autant plus que la lacune que nous avons constatée dans la statistique de la coopération, en ce qui concerne tous les États autres que le Massachusetts et une partie du Minnesota, est probablement plus apparente que réelle : divers indices, en effet, nous donnent le droit de conclure que dans tous ces États le mouvement coopératif ne date que d'hier.

Les associations de production des États-Unis appartiennent à deux types différents : celui des associations du Massachusetts, qui est le plus éloigné du type coopératif proprement dit, et celui des associations de Minneapolis (dont les spécimens les plus remarquables sont les associations de tonneliers) qui a un caractère coopératif beaucoup plus accentué. Nous allons étudier d'abord ces deux formes coopératives, les plus importantes puisqu'elles ont déjà une histoire, et nous examinerons ensuite quelques-uns des caractères du mouvement coopératif le plus récent, tel qu'il s'est manifesté dans ces dernières années.

VII.

18. — Le Massachusetts est parmi les États de l'Union américaine un de ceux dans lesquels le développement industriel a été particulièrement rapide et qui rappelle le plus, par sa physionomie générale, les caractères de nos plus grands pays industriels d'Europe, et spécialement de l'Angleterre. A lui seul, il fournit le plus fort contingent des sociétés coopératives de production, de même qu'il tenait la tête pour les sociétés de consommation.

Sur les 80 sociétés dont nous avons déjà parlé, 45 appartenaient au Massachusetts; et sur les 64 qui existent à cette heure, il y en a 24 qui ont leur siège dans cet État. Encore faut-il remarquer que les renseignements que nous avons recueillis sur la coopération dans le Massachusetts doivent présenter une certaine lacune, puisque nous ne trouvons pas vestige d'associations constituées dans les années 1884 et 1885, alors cependant qu'il paraît bien peu probable que dans ces deux années le mouvement coopératif, qui a été toujours lent, mais continu, se fût arrêté sans cause apparente.

L'histoire de la coopération de production dans le Massachusetts est assez intéressante, et nous devons nous arrêter pour considérer de près les caractères qu'elle a pris dans ce pays.

Le mouvement a commencé, comme nous l'avons déjà dit, en 1867, et nous pouvons le suivre depuis ses débuts jusqu'à ce jour. La table A montre les vissicitudes de l'existence de ces associations depuis 1867 jusqu'à 1885, et la durée de leur existence est par elle-même très instructive. La durée moyenne des 28 associations (à l'exception de 2, pour lesquelles nous ne connaissons pas la date de leur dissolution) serait de 3 7/10 années; mais il est facile de comprendre qu'une telle moyenne ne signifie pas grand chose, et si nous voulons par un autre procédé rapprocher les associations qui ont eu à peu près la même durée, nous constatons que sur les dix associations qui existaient en 1885, quatre comptaient de 10 à 18 années d'existence, trois en comptaient de 6 à 9, une n'en comptait que 3 et deux n'en comptaient que 2. Quant aux associations qui avaient cessé d'exister en 1885, une avait duré 7 ans, trois en avaient duré 5, trois autres n'en avaient duré que 4, trois autres 3, et enfin cinq n'avaient duré que 2 années.

Il ne suffit pas de relever ces chiffres, il faut encore, si possible, déterminer les causes qui ont amené la dissolution de ces dernières associations; il n'y a pas lieu de penser, en effet, que cette dissolution doive être toujours imputée au mauvais état de leurs affaires (ce qui n'est pas rare non plus en Europe). Il est arrivé souvent que même des associations qui étaient prospères et qui avaient accumulé pour leurs membres un capital assez considérable, se sont cependant volontairement dissoutes, et que chaque membre est allé s'établir pour son propre compte, soit pour fonder une entreprise industrielle, soit même pour se consacrer à l'agriculture. Cette recherche est difficile, et les éléments pour la mener à bonne fin font un peu défaut; on peut cependant arriver à quelques résultats.

M. Wright, dans sont très remarquable travail *Profit-Sharing*, qui m'a fourni de précieuses indications sur les association du Massachusetts, donne le bilan de celles qui ont existé de 1875 à 1883, jusqu'à la dernière année où les bilans de chacune de ces associations ont été publiés (années que j'ai prises comme date de leur dissolution, faute de renseignements plus précis). Or, sur les 9 associations dissoutes pendant cette période décennale, il y en a 3 dont le bilan se balance par un bénéfice, une seule dans laquelle il y a une perte considérable, et 3 dans lesquelles, quoiqu'il n'y ait pas précisément de perte ni de gain, cependant la situation financière paraît assez peu favorable.

Il me semble que ces observations démontrent clairement que ces associations ont fait preuve d'une vitalité assez remarquable et probablement de beaucoup supérieure à celle de bon nombre d'entreprises privées.

Quant aux associations constituées dans ces derniers temps, naturellement on ne peut se prononcer sur leur vitalité; on peut seulement observer qu'en 1886 le mouvement a pris un grand développement, puisqu'il n'a pas produit dans cette année moins de 12 associations nouvelles. La plus grande partie des sociétés de production du Massachusetts sont des ateliers de cordonnerie (*Boot and shoe companies*), quelques autres sont des fonderies, d'autres des fabriques d'appareils de chauffage (*stove companies*) et quelques autres diverses. Parmi celles qui ont disparu, il y avait quelques manufactures de tabacs. Dans les fabriques de chaussures, qui sont de grands établissements avec machines, on trouve

un certain nombre de femmes, soit comme actionnaires, soit comme ouvrières (plus de 80).

19. — Il est temps d'aborder le point le plus important, d'expliquer le caractère et l'organisation de ces associations; nous prendrons pour base de cette étude les renseignements relatifs aux dix associations qui existaient en 1885, lesquelles, ayant toutes été constituées à peu près à la même date, fournissent un type plus uniforme, tandis que celles qui sont nées en 1886 sont de date trop récente. Sur ces dix associations, M. Wright nous donne de nombreux détails qui sont résumés dans la table B.

Leur origine tient plus ou moins à l'une des circonstances que nous avons déjà indiquées; manque de travail à la suite d'une grève ou d'une faillite ou d'un renvoi des ouvriers; occasion qui s'offrait de relever quelque établissement abandonné par son propriétaire, etc.

Quant aux difficultés qu'elles ont rencontrées dans leur développement, il ne semble pas que celles qui résultent de la formation du capital doive figurer en première ligne. Il semble que ces sociétés ont été constituées le plus souvent par des ouvriers en bonne situation et qui réussissaient aisément à mettre de côté des sommes relativement considérables. De fait, la valeur des actions est très élevée, et telle que nous n'en avons aucun autre exemple en Europe. Dans aucune société, il n'est inférieur à 100 dollars (500 fr.); et il est à remarquer encore que si dans la plupart des sociétés les actionnaires ne possèdent qu'une ou deux actions, dans d'autres ils en possèdent beaucoup plus. Dans la *Somerset foundry* le nombre des actions possédées par chaque associé varie de 5 (2,500 francs) à 10 (5,000 francs). Dans la *East Templeton Chair Company* de 2 à 7; et la première a, dans ses statuts, un article qui oblige les souscripteurs à libérer entièrement l'action dans l'espace d'un mois. Tous ces détails sont très significatifs, surtout si l'on a présent à l'esprit ce fait absolument certain, que tous les actionnaires, ou du moins la très grande majorité, sont des ouvriers, et que les éléments étrangers à la classe ouvrière sont tout à fait l'exception. Il est donc bien évident qu'il s'agit ici d'ouvriers en bonne situation et qui n'ont jamais eu, comme, par d'exemple, leurs confrères de France, à lutter dans leurs entreprises coopératives contre la misère et même contre la faim. Les difficultés se trouveraient plutôt dans la direction; elles se trouveraient

aussi dans les habitudes d'intempérance d'une partie des associés, dans leur pauvre éducation morale et, d'une façon générale, dans leur préparation insuffisante pour la coopération. Il n'est pas rare non plus que ces associations aient éprouvé des dommages considérables à la suite d'incendies, de faillites et d'autres catastrophes du même genre. Mais, en somme, on ne peut pas dire que les difficultés qu'elles ont rencontrées aient été très graves. Leurs établissements sont en général pourvus d'un outillage mécanique des plus perfectionnés, leurs industries fonctionnent bien et d'ordinaire réalisent des bénéfices. Entre les associés, quoiqu'ils soient de nationalités diverses, règne le plus souvent une parfaite harmonie. En sorte qu'au point de vue financier tout au moins, on peut dire qu'il y a eu là un plein succès. Mais peut-on dire que ce succès financier soit en même temps un vrai succès au point de vue coopératif? Nous ne saurions à cette question répondre d'une façon affirmative. Quoique ces associations soient composées d'ouvriers, les principes sur lesquels elles reposent ne sont point ceux de la coopération, mais tout simplement de la spéculation.

Les actions, par exemple, dans la plupart des cas, sont négociables sans le consentement des administrateurs; la totalité des bénéfices est répartie entre les associés en proportion de leurs actions! En sorte que tous ces beaux dividendes, qui se sont élevés jusqu'à 15 et 20 p. 0/0, n'ont point été un gain pour le travail, mais simplement un profit pour le capital. Bon nombre des actionnaires ne travaillent pas dans l'établissement social, mais travaillent comme salariés dans d'autres établissements; et ce fait ne peut point être expliqué par l'impossibilité pour l'association de leur fournir du travail, puisque, au contraire, elle occupe presque toujours un nombre plus ou moins grand d'ouvriers étrangers, en qualité de salariés. C'est ainsi qu'en moyenne chaque établissement coopératif compte 35 ouvriers, sur lesquels 21 actionnaires et 14 étrangers. Les actionnaires et les étrangers sont, il est vrai, payés sur le même pied[1], mais les étrangers ne sont pas intéressés le moins du monde à l'entreprise, ils ne sont même pas, que je sache, sollicités en aucune façon à devenir actionnaires;

[1] Il faut excepter cependant la *Athol coop. furniture Comp.*, dans laquelle, à ce que nous assure M. Wright, les ouvriers étrangers à l'association sont payés, non point sur le même pied que les ouvriers associés, mais au taux minimum!

c'est ainsi que la règle établie, par exemple, par la *Somerset foundry*, à savoir d'exiger le versement du montant intégral de l'action dans le délai d'un mois après la souscription, n'est pas faite pour faciliter l'accès à l'association, encore qu'il soit théoriquement libre. Il y a une autre observation à faire encore plus grave. Le fait qu'une partie des actionnaires, qui pourtant sont tous des ouvriers, préfère travailler avec des patrons, alors que l'association doit employer des ouvriers auxiliaires, est à première vue inexplicable, et il crée une situation tout à fait différente de celle des associations françaises qui emploient aussi des ouvriers auxiliaires, peut être même en plus grand nombre que les associations américaines, mais qui, du moins, emploient tous leurs associés. On peut cependant en trouver une explication et même une explication, à vrai dire, assez peu flatteuse, si toutefois les données sur lesquelles nous l'appuyons sont exactes, comme nous le pensons. M. Wright nous donne le montant total des salaires payés chaque mois dans toutes ces associations, d'où il nous est facile de déduire, en divisant ce chiffre par le nombre des ouvriers associés ou non, le salaire mensuel et quotidien. D'autre part, nous trouvons dans les enquêtes si minutieuses du même auteur[1], les salaires payés aux États-Unis, et nous pouvons en déterminer aussi la moyenne. Or, si l'on prend dans la fabrication des chaussures par exemple, les 5 établissements coopératifs de Massachusetts, 21 établissements privés du même État, et 48 autres établissements de divers États, nous arrivons à des moyennes bien diverses. Le salaire moyen des ouvriers cordonniers aux États-Unis est de 8 fr. 85 par jour, celui des ouvriers de Massachusetts (qui tient le premier rang dans la fabrication des chaussures) 9 fr. 25, et celui des ouvriers coopérateurs du même État, 6 fr. 87! Il se peut que ces chiffres ne soient pas absolument exacts, d'autant plus que les salaires étant établis d'après le système du travail à prix fait, il est facile de se tromper, mais pour peu que ces chiffres soient conformes à la réalité, on s'explique aisément que les ouvriers actionnaires n'aient pas grande envie de travailler dans les ateliers coopératifs.

En voilà assez pour que nous soyons autorisés à conclure que si les sociétés de production de Massachusetts ont brillamment réussi au point de vue financier, si elles ont fait preuve de capacité

[1] *Industrial depressions*, Voy. la bibliographie.

réelle pour organiser et diriger les ouvriers, et si elles leur ont fourni un excellent emploi pour leurs épargnes, cependant elles ne constituent pas un succès au point de vue coopératif. Comme le dit fort bien Bemis[1], qui, mieux que Wright, que Flower et que tous ceux qui se sont occupés de ces associations, semble avoir compris leur véritable caractère, à propos de la *Somerset cooperative Company :* « on pourrait l'appeler une société coopé-« rative de capitaux, si un semblable nom pouvait être admis (*a « joint stock cooperative company, if such a name is admissible*), « puisqu'elle est une combinaison à la fois du principe coopératif « en vertu duquel la propriété du capital appartient aux travail-« leurs avec un droit de vote égal pour chacun dans la direction « de l'entreprise, et du principe de la société de capitaux (*joint-« stock*) en vertu duquel tous les profits sont attribués au capital. »

L'existence de sociétés dites coopératives, mais ayant en réalité un caractère spéculatif beaucoup plus que coopératif, n'est certainement point un fait nouveau, et nous l'avons rencontré à plusieurs reprises tant dans les sociétés de consommation que dans les sociétés de production; mais ce qui lui donne ici une signification plus caractéristique que partout ailleurs, c'est qu'il s'agit d'associations composées uniquement d'ouvriers qui se sont développées dans des conditions particulièrement favorables à tous égards, et dans lesquelles par conséquent on aurait pu espérer, en raisonnant *a priori,* une réalisation plus complète du principe coopératif.

Il ne faudrait pas conclure de ces observations que nous n'attachons aucune importance à ces associations : ce serait singulièrement exagérer notre pensée : elles ont au contraire une grande importance. Elles sont d'abord une véritable école pour les ouvriers, école dans laquelle l'éducation morale est certainement fort inférieure à celle qui pourrait résulter de l'application des véritables principes coopératifs, mais qui n'en est pas moins fort utile pour apprendre aux ouvriers à gérer eux-mêmes leurs affaires et les préparer ainsi à s'affranchir du patronage. Nombreux sont les ouvriers, nous l'avons vu, qui, tout en continuant à travailler comme salariés, sont devenus capitalistes dans ces associations, et, avec les profits qu'ils en ont retiré, se sont acheminés peu à

[1] *Cooperation in New-England.* Baltimore, 1886, p. 80.

peu à la situation d'entrepreneurs pour leur propre compte : ce n'est pas, si l'on veut, un grand résultat au point de vue moral, mais c'est une victoire au point de vue économique, la victoire des plus intelligents et des plus capables.

« Les hommes qui ont réussi dans la coopération, dit Wright, sont de la même espèce que ceux qui, dans la génération précédente, alors que commençaient à se créer les grandes sociétés de capitaux, avaient su réussir comme petits entrepreneurs : hommes doués d'un caractère énergique, du sens des affaires et pourvus de quelque capital. Mais, à cause de leurs ressources insuffisantes, il ne purent lutter victorieusement contre les grandes entreprises : et ce sont ceux-là qui, en réunissant aujourd'hui leurs ressources par la coopération, pourront réussir à conquérir dans l'industrie une position indépendante » (*Profit Sharing,* p. 82).

En somme, nous sommes en présence d'ouvriers qui seraient toujours restés dans la condition de simples salariés et qui, grâce à ces institutions, auxquelles nous n'osons donner le nom de coopératives, ont pu devenir capitalistes.

Mais il y a encore quelque chose de mieux à conclure. Ces associations d'ouvriers, qui ont obtenu des résultats si remarquables au point de vue financier, et qui, même au point de vue de la question industrielle, ont su se tirer d'affaires sans trop de difficultés, nous donnent une grande leçon. Elles nous montrent une fois de plus quel est le danger que présentent tous les raisonnements *a priori,* qui n'ont pas été soumis au contrôle des faits : elles nous prouvent quelle est l'erreur de ceux qui se sont imaginés pouvoir prononcer un jugement sommaire sur les associations de production, en déclarant que des ouvriers sont incapables de devenir de bons entrepreneurs, et en proclamant ainsi leur inaptitude définitive à exercer les hautes fonctions industrielles. Elles nous donnent malheureusement aussi une autre démonstration moins satisfaisante et confirment ce que nous avons dit plusieurs fois déjà : à savoir, que l'élément spéculatif a une tendance à se manifester en toute occasion, jusqu'à ce qu'il réussisse à remporter la victoire sur l'élément opposé, l'élément coopératif.

VIII.

20. — Bien différentes des associations du Massachusetts sont les sociétés de tonneliers de Minneapolis dans le Minnesota, dont nous avons maintenant à parler : si elles sont peu nombreuses, elles n'en ont pas moins une grande importance, tant par leur organisation que par les conditions dans lesquelles elles se sont constituées. M. Shaw leur consacre un beau chapitre de son intéressante étude « *Cooperation in a Western City* »[1], et nous allons, en la prenant surtout pour guide, les décrire d'une façon sommaire[2].

La ville de Minneapolis peut être prise, dans son développement, comme un type bien caractérisé de ces jeunes cités américaines qui diffèrent, sous tant d'aspects différents, de nos vieilles cités d'Europe.

En 1850, Minneapolis n'existait pas encore : en 1860, elle ne comptait que 5,809 habitants, 13,060 en 1870, 46,867 en 1880, et 130,000 en 1883; et, par suite de l'immigration considérable de ces derniers mois, elle a dû atteindre, à la fin de 1886, le chiffre de 155,000 âmes! Située au centre d'une région éminemment propice à la culture des céréales, à mi-chemin de la grande ligne de chemin de fer du *Nord-West*, ayant, dans son voisinage, la grande chute d'eau de Saint-Antoin et de riches forêts de pins, elle est devenue, en peu de temps, un des grands centres industriels et le plus grand *emporium* de blé de tous les États-Unis. Parmi ses industries, c'est la meunerie qui tient le premier rang : on y trouve 26 moulins gigantesques, mus par la force motrice de l'eau et dans lesquels la fabrication de la farine a été portée au plus haut degré de perfection : la production s'élève à environ 35,000 barils de farine *par jour*, plus que dans toute autre ville du monde. Il en résulte naturellement une demande très considérable de barils (quoiqu'on emploie aussi des sacs de chanvre ou de jute et même de papier), et la fabrication de ces tonneaux occupe de 7 à 800

[1] Baltimore, 1886.

[2] On trouve aussi quelques renseignements plus sommaires dans d'autres publications et, spécialement, dans celles déjà citées des Bureaux de statistique du Travail.

ouvriers tonneliers : et, sur ce nombre, près de la moitié, groupés en associations, produisent pour leur propre compte. Comment de semblables associations ont-elles pu se former au milieu du vertigineux développement industriel de Minneapolis et malgré les conditions défavorables d'un milieu ouvrier composé d'hommes venus de tous les points du monde? C'est là ce qu'il est intéressant d'étudier.

En 1868, 40 ou 50 tonneliers suffisaient à fabriquer la quantité de barils nécessaire aux moulins de Minneapolis, et encore en travaillant seulement pendant les mois durant lesquels les moulins marchaient : le reste de l'année le marché était encombré de barils et les prix tombaient très bas. Les entrepreneurs, dans les ateliers desquels travaillaient les ouvriers tonneliers, profitaient de ces alternatives pour abaisser leurs salaires au taux le plus bas possible. Il vint un jour à l'esprit d'un de ces ouvriers tonneliers, qu'ils pourraient obtenir un travail plus régulier et mieux rétribué en constituant une association qui traiterait directement avec les minotiers. Et réalisant aussitôt cette idée, quatre ouvriers se réunirent, louèrent un petit atelier, achetèrent du bois, traitèrent avec un minotier et se mirent au travail : ils se fixèrent à eux-mêmes un salaire à prix fait, et décidèrent de répartir entre eux les bénéfices réalisés en proportion du travail effectué par chacun. L'association marcha très bien pendant quelques mois : mais par suite de la fermeture générale des moulins qui se prolongea longtemps et qui fut la conséquence d'une crise commerciale dont il n'y a pas lieu de parler ici, la demande de barils cessa complètement et l'association dût se dissoudre.

En 1870, sous le coup d'une menace de réduction de salaires de la part des patrons, quatre autres tonneliers, au nombre desquels se trouvait celui qui avait eu l'initiative de ces associations, s'associèrent de nouveau pour travailler ensemble : et certainement cette association aurait réussi, si, peu de temps après, par suite d'une sorte de coup d'état, un des associés qui remplissait les fonctions de trésorier, n'avait pris pour son compte l'atelier, en désintéressant ses co-associés, et n'avait ainsi transformé l'entreprise coopérative en entreprise ordinaire.

21. — En même temps que se succédaient ces diverses tentatives, avortées par suite de circonstances accidentelles, la production de farines à Minneapolis prenait des développements gigan-

tesques, passant d'une moyenne annuelle de 200,000 barils en 1870, à une moyenne de 600,000 en 1873. De là naturellement grande augmentation dans la demande des barils et des ouvriers tonneliers : l'élévation du taux des salaires fit de Minneapolis, pour employer l'expression de Shaw, « la Mecque » de tous les ouvriers tonneliers des États-Unis. Mais les patrons profitèrent de cette affluence des ouvriers et de ces alternatives dans la demande, résultant du fait que le travail de la meunerie est beaucoup plus actif dans certains mois que dans d'autres : au moment où la fabrication était la plus active, ils profitaient de l'abondance de la main-d'œuvre pour faire fabriquer des barils en quantité supérieure aux besoins, tout en réduisant les salaires le plus possible, et quand venait la morte saison, ils licenciaient le plus grand nombre de leurs ouvriers. Les entrepreneurs tournaient donc à leur profit exclusif tous les avantages qui résultaient de la grande demande de barils, et, quant aux ouvriers tonneliers, ils n'y gagnaient rien qu'un ouvrage incertain et peu rétribué.

Ce fut pour remédier à cet état de choses qui devenait chaque jour plus intolérable, que quelques-uns de ceux qui avaient déjà essayé de l'association, se résolurent à recommencer l'expérience. La principale difficulté, qui consistait à se procurer des débouchés rapides et sûrs, fut levée grâce à l'appui de Charles Pillsbury, qui venait d'installer un grand établissement de meunerie, aujourd'hui le plus important du monde entier[1]. Et au mois de novembre 1876, la première association, la *Cooperative Barrel manufacturing Company,* fut fondée.

Nous ne voulons pas entrer ici dans des détails que nous avons re-

[1] Cet établissement est une des plus magnifiques applications du système de la participation aux bénéfices. Il fut introduit en 1882 par le propriétaire, M. Pillsbury, dans l'intention de stimuler le zèle de ses très nombreux ouvriers. Le taux de la participation est fixé chaque année suivant les résultats de l'inventaire. Les ouvriers sont divisés en deux classes : la première comprend tous les ouvriers employés depuis plus de cinq ans, sans égard à leurs fonctions : la seconde distingue les ouvriers suivant l'importance de leurs occupations, sans égard à la durée de leurs services. Dans les débuts, sur 1,100 ouvriers, il n'y en avait que 100 environ qui fûssent admis à la participation : mais ce nombre s'est peu à peu accrû et, en 1885, les ouvriers participant représentaient la moitié du nombre total.

MM. Shaw et Wright donnent des chiffres qui ne sont pas tout à fait d'accord sur les sommes touchées par les ouvriers à titre de participation dans les

portés, pour plus de commodité, dans la table D : mais nous devons insister sur l'organisation de cette association, parce qu'elle a été le type sur lequel toutes les autres se sont plus ou moins modelées. Les statuts en sont reproduits intégralement par Shaw : nous nous bornerons à en reproduire les dispositions les plus importantes.

1° Chaque associé doit posséder le même nombre d'actions.

2° Ne peuvent être admis comme associés que les ouvriers tonneliers qui ont une bonne conduite. (Et il faut ajouter, quoique ce ne soit pas inscrit expressément dans les statuts, que, dans ces associations, *tous les associés* travaillent dans l'établissement social.)

3° Les actions ne peuvent être transférées sans le consentement de la Direction.

4° Le nombre des actions peut être augmenté à la suite d'une délibération de l'assemblée.

5° Elles ont droit à un intérêt de 5 0/0 par an.

6° Sur le montant de l'action, 15 0/0 doivent être versés en souscrivant.

7° Lorsque l'établissement a assez d'ouvrage pour occuper tout le monde, chaque associé doit verser chaque semaine une somme de 3 dollars au moins et de 5 dollars au plus, pour augmenter le capital-actions.

8° Les pertes ou diminutions de valeurs du capital immobilier de la société, les pertes aussi par suite d'incendie ou de faillites, sont supportées par les associés en proportion de leurs actions (ce qui revient à dire sur pied d'égalité).

9° Les gains et les pertes qui résultent de la fabrication ou de la vente des produits, sont calculés chaque semestre, et chaque

années 1883, 1884, 1885. Suivant Shaw, elles se seraient élevées à environ 40,000 doll. (200,000 fr.) chaque année; suivant Wright, elles auraient été de 25,000 doll. en 1883, 26,000 doll. en 1884 et 35,000 doll. en 1885 : cette dernière somme aurait représenté un accroissement de salaires de 50 0/0 environ pour les ouvriers de la première catégorie et de 65 0/0 environ pour ceux de la seconde catégorie. (Il faut remarquer que les établissements de Pillsbury produisent pour une valeur de 10 millions de doll. environ (50 millions de fr.) en farine.)

En 1886, par suite d'une crise, on ne put donner aux ouvriers aucune part : ils s'y résignèrent de bonne grâce, étant tous très attachés à cette maison qui, même avant d'avoir institué la participation aux bénéfices, s'était toujours occupée de leurs intérêts. M. Pillsbury se déclare très satisfait d'avoir institué la participation aux bénéfices dans son établissement, parce qu'il en a été, dit-il, amplement récompensé par un travail plus attentif et plus soigné.

associé en prend sa part en proportion du travail qu'il a fourni.

Nous ne reproduirons pas les autres dispositions d'ordre administratif, qui diffèrent peu d'ailleurs de celles généralement en usage dans les sociétés de production. C'est un fait vraiment encourageant que de trouver un ensemble de règles aussi logiques, aussi bien liées et satisfaisant aussi bien aux principes les plus purs de la coopération, quand on sait qu'il s'agit d'une association toute spontanée et formée, à ce que nous assure Shaw, en dehors de toute préoccupation théorique, de tout programme socialiste ou humanitaire; point ici de vaines paroles, de phrases de rhétorique, pas même de ces déclarations générales de principes auxquelles se plaisent les grandes associations ouvrières aux États-Unis, mais un règlement tout imprégné de l'esprit pratique qui caractérise la race Yankee.

Les premiers articles n'ont besoin d'aucun commentaire : ils sont tels qu'on peut les attendre d'une association de personnes dans laquelle le travail est tout et où le capital n'est considéré que comme un simple instrument qui n'a à prétendre à aucune sorte de supériorité. Il ne s'agit plus ici d'une association d'ouvriers capitalistes : on voit que ce sont des ouvriers qui n'ont que peu d'épargnes, peu de capital, qui s'associent à seule fin d'améliorer leur condition et qui s'imposent des sacrifices réciproques pour arriver peu à peu à conquérir l'instrument indispensable à leur travail : le capital. Telle est surtout la signification de l'art. 7; cette disposition a pour but de parer au danger qui pourrait résulter de cette autre règle qui exige que chaque associé possède le même nombre d'actions : grâce à elle, en effet, les ouvriers laborieux et prévoyants demeurent, mais ceux qui ne sont pas en état de supporter les sacrifices dont il faut toujours payer les bienfaits de la coopération, sont obligés de se retirer.

Les deux derniers articles sont particulièrement remarquables : ils contiennent une disposition tout à fait originale, dont nous n'avons trouvé trace dans aucune autre association et qui mérite une attention particulière. Nous y voyons un critérium tout nouveau pour la répartition des bénéfices ou des pertes : c'est au capital qu'incombent toutes les pertes qui frappent les immeubles ou qui résultent des cas fortuits : c'est au travail qu'incombent toutes les pertes qui peuvent résulter des vicissitudes de la fabrication et des opérations commerciales. C'est un concept très original de

l'entreprise coopérative qu'ont eu là nos pauvres ouvriers tonneliers, quoique assurément ils ne fussent pas ferrés sur l'économie politique. Leur idée a été évidemment celle-ci : le travail constituant le facteur essentiel de la production, c'est lui aussi qui devait être considéré comme l'auteur responsable des gains et des pertes, et en conséquence c'est lui qui devait encaisser les bénéfices et supporter les pertes ordinaires de l'entreprise : il leur a paru juste que, soit gain soit perte, chaque travailleur y participât d'autant plus qu'il avait plus travaillé, d'autant moins qu'il avait moins travaillé. Mais quant aux gains et aux pertes qui sont dus à des causes indépendantes du travail et qui tiennent à des circonstances extrinsèques, ils ont pensé que ceux-là devaient être attribués au capital et répartis entre tous les associés d'une façon égale; on ne voit pas, en effet, d'après quel principe de justice on aurait pu établir une répartition inégale, puisque parmi les avantages tenant à des causes extrinsèques, il faut mettre en première ligne, dans une ville comme celle de Minneapolis, la plus-value continuelle des terrains et des constructions, qui a si puissamment servi au développement de toutes ces associations.

Ce système me semble assez ingénieux et de nature à être recommandé, tout au moins pour les associations dans lesquelles le travail a beaucoup plus d'importance que le capital : il n'est certainement pas à l'abri de toute critique, mais, étant donnée la difficulté presque insoluble que présente la répartition entre le travail et le capital dans toute société de production, et en présence de tant de modes arbitraires et illogiques auxquels on a eu recours, la fine et subtile distinction des tonneliers de Minneapolis mériterait la préférence. Si on est choqué par cette exigence d'un nombre égal d'actions pour chaque associé, on peut répondre qu'une telle clause n'a rien d'essentiel au système.

Revenant maintenant à notre association, nous pouvons dire que les faits eux-mêmes se sont chargés de démontrer l'excellence de son organisation : son succès a été complet : son capital, qui n'était que bien peu de chose à l'origine, s'est accrû peu à peu par les versements hebdomadaires et continus des associés, jusqu'à ce qu'il ait pu permettre à l'association de construire un atelier plus important, pourvu d'engins mécaniques et de taille à soutenir la concurrence. Et pour toutes les autres associations qui se sont constituées successivement sur ce modèle, il en a été

à peu près de même : leur succès a été général : tous ces ateliers coopératifs ont fait fortune, leur stabilité a été plus grande que celle des établissements non coopératifs, et les associés des premiers se sont trouvés dans une situation supérieure à tous les points de vue à celle des travailleurs employés dans les seconds, puisqu'ils ont trouvé un travail plus sûr, mieux rétribué et, par dessus tout, indépendant. Et ce n'est point ici simplement, comme dans les associations du Massachusetts, un succès surtout financier : c'est un grand fait moral et social. Presque tous les membres de ces associations sont pères de famille : grâce à la coopération, ils ont réalisé des économies (qu'ils n'auraient point faites, pour la plupart, sans son secours) ; ils ont même, en général, acquis la propriété de la maison qu'ils habitent, et la plus-value des terrains, en même temps qu'elle augmentait le capital de l'association, augmentait aussi leur propre patrimoine ; de telle sorte que les deux tiers au moins des tonneliers coopérateurs de Minneapolis possèdent des maisons dont la valeur moyenne est de plus de 3,000 doll. (15,000 fr.) !

« Une loi de sélection naturelle, dit Shaw, a concentré les meilleurs ouvriers dans les ateliers coopératifs ; et leur supériorité sur tous les autres, tant au point de vue de l'intelligence et de la moralité, que des ressources pécuniaires, est un fait reconnu par tout le monde. » Et il y a bien sujet de s'émerveiller quand on pense que ces associations, qui ont remporté cette victoire morale et économique et qui maintiennent entre leurs membres non seulement le bon accord, mais des sentiments de véritable confraternité, sont l'œuvre d'individus de toute nationalité : Américains, Allemands, Irlandais, Norwégiens, venus de toute part en pèlerinage à cette « Mecque » des tonneliers !

22. — On serait en droit de nous demander comment il se fait que les associations de Minneapolis aient pris une forme si différente de celle des associations du Massachusetts, et quelle est la raison d'une telle divergence dans des associations ouvrières. — A une semblable question il n'est pas aisé de répondre, quand on ne voit les choses qu'à une si grande distance et qu'on ne peut se faire qu'une idée nécessairement fort incomplète de la différence des milieux où elles se sont développées. Cependant nous pouvons faire certaines remarques qui seront de nature à éclairer un peu cette question.

Les origines des associations productives du Massachusetts et de Minneapolis ont été très différentes. On ne peut dire que les ouvriers du Massachusetts se soient associés pour améliorer leur sort par le moyen de l'association : ils trouvaient dans l'élévation de leurs salaires une situation relativement très satisfaisante. S'ils se sont associés, c'est dans la plupart des cas, soit par suite de conflits avec les entrepreneurs, soit par suite d'autres causes accidentelles qui ne leur permettaient pas de trouver du travail dans des conditions favorables. L'association devenait pour eux une sorte de soupape de sûreté : à ceux qui avaient besoin de trouver du travail, elle leur en fournissait; aux autres, qui ne se souciaient pas de perdre les salaires élevés qu'ils gagnaient chez leurs patrons, elle leur fournissait un très commode et très profitable emploi de leurs économies, tout en flattant leur amour-propre. Et comme ces derniers se trouvaient les plus nombreux, ils ont imprimé nécessairement à ces associations un caractère spéculatif.

Toute autre était la situation des tonneliers de Minneapolis : leurs salaires étaient précaires; ils subissaient tous les contre-coups des crises industrielles et de la concurrence effrénée à travers lesquelles se développait l'industrie de la meunerie, et leurs patrons s'appliquaient naturellement à tirer tout le parti possible de cette situation. Et l'association ici ne fonctionnait plus comme un expédient, comme une soupape de sûreté : elle n'était plus destinée à servir de placement pour le capital, puisque ce capital justement leur faisait défaut et qu'ils ne devaient réussir à l'acquérir à grand'peine que par une sorte d'épargne obligatoire; mais en revanche elle leur apparaissait comme un moyen providentiel d'améliorer leur condition, de leur assurer un travail plus régulier et mieux rétribué. Et de fait, ils ont obtenu ce résultat, puisque tous sont employés dans l'établissement social et qu'ils se sont sentis affranchis, au point de vue économique et moral, d'un état de chose qui leur était devenu intolérable.

23. — Avant de prendre congé des tonneliers de Minneapolis, il y a lieu de prévoir une dernière question : étant donnés les caractères de ces associations, étant donné aussi leur développement rapide et leur épanouissement, quel est l'avenir qui leur est réservé?

Les ouvriers tonneliers, coopérateurs ou non, ont à lutter actuellement contre de graves difficultés; et si ceux qui sont asso-

ciés en ont moins à souffrir, à raison même de leur association, ce n'est point à dire qu'ils n'aient été fortement atteints. La crise générale que traverse toute l'industrie, n'a pas épargné l'industrie de la meunerie et par contre-coup a rendu précaire la fabrication des barils; mais en plus de cette crise générale, il y a une crise particulière qui tient à deux causes différentes. La première, c'est la substitution graduelle de sacs de papier ou de jute aux barils, substitution qui s'opère chaque jour dans des proportions plus considérables et menace sérieusement l'industrie de la tonnellerie, — pour l'avenir plus encore que pour le présent, car pour le moment encore, une bonne moitié de la farine produite est mise en barils. La seconde, c'est l'introduction des engins mécaniques dans la fabrication de barils, qui s'est de plus en plus généralisée dans ces dernières années; or, cette transformation à laquelle tous les établissements ont dû se résigner pour pouvoir soutenir la concurrence, a entraîné un grand déplacement d'équilibre entre le travail et le capital. Parmi nos associations, celles auxquelles leurs moyens pécuniaires le leur permettaient, se sont empressées de se pourvoir d'un outillage mécanique; mais ces machines ont déplacé de 25 à 30 0/0 des ouvriers, et comme tous les ouvriers, étant associés, avaient les mêmes droits, il a fallu d'un commun accord recourir au tirage au sort pour désigner ceux qui devaient être éliminés [1]; or cette élimination, en même temps qu'elle privait ceux qui en étaient victimes du bénéfice de la coopération, enlevait à l'association elle-même une partie de son capital, précisément au moment où elle aurait eu le plus besoin de l'augmenter. D'autre part, pendant que la capacité productive de l'industrie tendait ainsi à s'accroître, la demande des produits, bien loin de s'accroître, tendait plutôt à se ralentir. Le travail tendant à diminuer pour tous, diminuait bien plus encore pour celles de ces associations qui, n'ayant pu se créer un outillage mécanique, se trouvaient dans une condition d'infériorité marquée. Ajoutez à cela la lutte acharnée que ces associations ont à soutenir contre les entrepreneurs, ceux-ci profitant des circonstances pour maintenir aussi bas que possible les salaires et pour offrir ainsi les barils aux minotiers à des prix très avantageux. Ajoutez enfin un certain antagonisme d'intérêts qui se manifeste fréquemment entre les ouvriers tonne-

[1] Voy. à ce sujet la table D.

liers salariés et les ouvriers coopérateurs, les premiers étant toujours portés à recourir à des mesures de guerre et à des grèves qui ne peuvent que porter préjudice aux seconds.

Les difficultés, comme on le voit, ne manquent pas, certes si dans la pratique les sacs devaient se substituer définitivement aux barils, l'industrie des tonneliers serait vouée à une mort prochaine. Mais, en laissant de côté cette éventualité, sur laquelle il n'est pas encore possible de se prononcer, il paraît difficile que les associations ne finissent pas par l'emporter. Les difficultés que nous avons signalées sont de celles, en effet, qui nuisent surtout aux entrepreneurs et, à d'autres points de vue, aux ouvriers salariés. Les entrepreneurs ont d'abord à lutter contre leurs ouvriers salariés qui, par le moyen des grèves, ont, il y a peu de temps encore, obtenu un succès. Les associations, elles, n'ont point de grève et leurs membres vivent en bon accord. De plus, il n'est pas indispensable aux associations comme aux entrepreneurs, de réaliser des profits, puisqu'elles peuvent se contenter d'un prix suffisant pour payer les matières premières et la main-d'œuvre. Enfin, comme les intérêts de tous les associés sont solidaires, elles présentent une plus grande force de résistance à la concurrence et aux crises. Déjà les minotiers considèrent le travail des coopérateurs comme d'une qualité supérieure, et s'ils n'abandonnent pas d'ores et déjà les entrepreneurs, c'est seulement pour maintenir une concurrence qui tourne à leur avantage. En somme, quoiqu'on ne puisse faire aucune prédiction certaine, il ne paraît pas improbable que la coopération qui a déjà réuni à ce jour la moitié des ouvriers tonneliers, ne finisse bientôt par les réunir tous, et que nous n'assistions ainsi à un spectacle assurément nouveau et fort éloquent, celui d'une grande industrie qui s'exerce toute entière sous la forme coopérative.

24. — Pour rester fidèles à notre principe, qui est de tout dire et de ne dissimuler aucun côté de la question, nous ferons encore une remarque. Malgré la réussite de ces associations, et en dépit de ce fait que la plupart de leurs membres se sont en quelque sorte remplumés, ont amélioré leur situation et ont réalisé des épargnes qui sont loin d'être indifférentes, il ne semble pas que la coopération leur apparaisse comme un but par elle-même. Il n'est pas rare que lorsque ces associations, après quelques années d'existence, ont accumulé un certain capital, leurs membres ne les

abandonnent pour s'établir pour leur propre compte, le plus souvent pour acheter des terres, et devenir agriculteurs : pour ceux-là donc, la coopération n'a été qu'un moyen d'épargne et d'accumulation qui leur a permis d'arriver à un point auquel ils n'auraient jamais pu atteindre s'ils étaient restés salariés (parce que, dans ce cas, ce ne sont pas seulement les ressources nécessaires qui leur auraient manqué, mais aussi l'expérience pratique), je veux dire au patronage, à la propriété, à l'indépendance.

« Les tonneliers de Minneapolis, dit Shaw, croient à la coopération, parce qu'ils ont vu dans ce système un moyen d'élever les ouvriers : mais ils ne se considèrent nullement comme obligés envers elle, à raison de ce qu'elle a fait pour eux, et il n'en est pas un qui n'ait l'intention de sortir des rangs des travailleurs dès que l'occasion favorable se présentera à lui.... Et leur passage de l'état de salariés à l'état de capitalistes ou d'entrepreneurs ne leur apparaît nullement comme une infidélité au système coopératif, mais bien au contraire comme la réalisation de tout ce qu'il peut donner de mieux[1]. »

Nous ne voulons pas tirer de ce fait une conclusion qui serait certainement téméraire, d'autant plus qu'il faut tenir compte de la situation particulière de cette région des États-Unis qui, par ses ressources agricoles, offre à tout homme capable et entreprenant la perspective d'une rapide fortune, en même temps qu'une situation indépendante, mais, ou nous nous trompons fort, ou nous retrouvons ici un phénomème psychologique et économique que nous avons déjà maintes fois signalé, notamment à propos des coopérateurs de Massachusetts. Voici de nouveau que, à Minneapolis, quoique dans des formes et sous des conditions différentes, la coopération manifeste encore la même tendance à dégénérer en entreprise spéculative. Passe encore pour l'agriculture ! la transformation d'ouvriers salariés en agriculteurs indépendants peut être considérée à bon droit comme un grand résultat économique et moral. Mais quant à transformer des ouvriers en entrepreneurs... en vérité, si l'on réfléchit un seul instant que tout accroissement dans le nombre des entrepreneurs implique nécessairement un accroissement proportionnel dans le nombre des salariés, il sera difficile d'apercevoir quel est l'avantage que la société peut reti-

[1] Voy. *op. cit.*, page 47.

rer d'une semblable évolution. En tant qu'individus, certainement leur position sera améliorée; mais au point de vue social, le gain sera zéro.

IX.

25. — Disons quelques mots des associations de production qui existent dans les autres États et de celles même qui ont été créées soit dans le Massachusetts, soit dans le Minnesota et dans d'autres États en 1886[1], tout en renvoyant le lecteur, pour plus de détails, aux tables C et E. Nous avons étudié assez largement les deux types fondamentaux, pour pouvoir passer plus rapidement sur ces autres associations : nous ferons remarquer seulement que l'organisation des tonneliers de Minneapolis ne se retrouve que dans une autre association de tonneliers, celle de Doundas : quant aux autres qui s'en rapprochent le plus, elles n'ont de commun avec elles qu'une physionomie coopérative plus ou moins accentuée, l'attribution d'une part plus ou moins large du profit au travail, etc.

Disons de suite pour ne rien dissimuler, que le plus grand nombre de ces associations reproduisent le type du Massachusetts. Ce sont des sociétés d'ouvriers (quoiqu'il y en ait quelques-unes où les actionnaires n'ont même pas toujours cette qualité), mais d'ouvriers capitalistes, et tous les bénéfices sont répartis entre les actionnaires. Il en est même où le nombre d'actions que chaque associé peut posséder n'est pas limité; il en est une où le droit de vote est proportionnel au nombre des actions. A peine est-il besoin de dire que dans de semblables associations il n'y a qu'une partie des actionnaires qui travaillent dans l'établissement social et que le plus souvent ce sont des ouvriers étrangers à l'association qui sont employés; et ce qu'il importe surtout de remarquer, c'est que les associations qui présentent ces caractères au plus haut degré, sont précisément les plus anciennes et les plus importantes; par exemple la *Cleveland Cooperative Stove Company*, « dont l'histoire, comme le dit Flower, démontre que dans les entreprises coopératives, du moins dans celles qui prennent le caractère de la grande

[1] Ces renseignements sont extraits des trois volumes les plus récents de Warner, Shaw et Bemis, qui se réfèrent, les deux premiers aux États du West, et le troisième aux États de la Nouvelle-Angleterre : ainsi ils se complètent réciproquement.

industrie, il y a une tendance inévitable à la centralisation du capital et de la direction entre les mains des actionnaires les plus habiles, les plus influents et les plus expérimentés[1]; » — ou bien encore la *Rochester coopérative foundry,* qui compte 52 actionnaires, sur lesquels 29 seulement travaillent dans l'établissement social, et dont le secrétaire, sur une interrogation qui lui a été faite, a dû répondre qu'elle avait parfaitement réussi au point de vue financier, mais qu'il n'existait aucune union entre les travailleurs, qu'il s'élevait même de fréquents et vifs conflits entre les actionnaires et les ouvriers salariés par l'association; — telles encore que bien d'autres que le lecteur pourra examiner plus commodément dans la table E, et qui, si elles peuvent compter comme associations d'ouvriers ayant bien réussi, ne peuvent compter comme associations coopératives.

Cependant il ne manque pas d'associations, qui, soit par le système de répartition des profits, soit par d'autres caractères, doivent être classées sans hésitation dans les associations coopératives. Mais il faut remarquer que ces associations sont au nombre des plus petites, tant pour le nombre de leurs membres que pour l'importance de leur capital; que de plus elles sont de date très récente, et qu'enfin la plupart sont dues, directement ou indirectement, à l'initiative des Chevaliers du Travail. Nous ne pouvons donc baser aucune induction sérieuse sur le fait de l'existence de ces associations, d'autant plus que rien ne nous garantit qu'elles ne subiront pas une transformation dans un temps plus ou moins rapproché[2].

26. — On pourrait nous adresser une critique, et qui paraîtrait assez fondée, c'est que dans notre revue des institutions coopératives aux États-Unis, nous n'avons parlé que de celles qui ont réussi, et seulement d'une façon incidente de celles qui ont échoué. On serait donc en droit de nous demander quel est le nombre des insuccès qu'il faudrait mettre en regard des 80 associations qui figurent sur nos tableaux et sur lesquelles une quarantaine seulement peuvent être considérées comme ayant réussi, déduction faite des autres qui sont de date trop récente ou, à plus forte

[1] Voy. *Report of the bureau of labor statistics of Wisconsin,* 1885-1886, p. 150.

[2] Il faut observer encore qu'en Amérique, comme en Europe, la coopération est, à présent, de mode, et que le nom de « coopératif » est donné à des institutions qui n'ont rien à faire avec la coopération.

raison, de celles qui sont déjà dissoutes. Certes, la demande serait parfaitement fondée et fort à propos; mais ce n'est pas notre faute si nous ne pouvons pas y répondre. Les associations coopératives n'ont pas d'état civil, et ce n'est pas une chose aisée que de retracer l'existence de celles qui ont fini par sombrer plus ou moins obscurément. Ce qui fait connaître leur naissance et leur existence, c'est en général la publicité qui résulte de leurs succès et la curiosité avec laquelle on suit leurs développements; mais quand elles sombrent, c'est à la sourdine, sans que personne en prenne souci, et bientôt il n'en reste plus vestige. Assurément les insuccès de la coopération de production ont dû être assez fréquents aux États-Unis aussi bien qu'ailleurs, et il n'est pas rare d'en trouver ça et là quelque vague mention[1]. Mais nous avons déjà fait observer que, comme le démontrent les statistiques commerciales, il y a un grand nombre d'entreprises privées qui donnent aussi de pauvres résultats, et dès lors il n'y a pas lieu de s'étonner ni de formuler des conclusions décourageantes, si un certain nombre d'associations coopératives ont eu aussi une existence aussi courte que malheureuse.

X.

27. — Arrivés au terme de cette trop longue revue, si nous nous arrêtons un moment pour considérer la route parcourue, nous pouvons déclarer que les résultats de cette enquête sont à certains égards supérieurs à notre attente. La coopération aux États-Unis était, dans notre littérature économique, un terrain à peu près vierge de toute culture; tout y était inconnu, à l'exception de quelques *building societies* et de quelques *creameries;* et, même aux États-Unis, on peut dire que jusqu'à ces deux ou trois dernières années, on ne savait que bien peu de chose, tant étaient rares et partielles les publications relatives à notre sujet[2]. Aujourd'hui un peu de lumière s'est faite, et nous avons beaucoup appris.

Les États-Unis ont expérimenté sur une large échelle les différentes formes de la coopération. Assurément on ne pouvait attendre

[1] M. *Warner,* parle de plusieurs insuccès de mines coopératives.

[2] Voir la bibliographie que nous avons jointe à cette étude sous forme d'appendice.

dans un pays aussi vaste et aussi divers, une diffusion régulière et uniforme : les époques différentes auxquelles ces institutions se sont développées, les initiatives diverses aussi qui leur ont donné naissance, la variété des milieux et des besoins, les tendances de la classe ouvrière, les vicissitudes politiques, tout cela a donné au mouvement coopératif aux États-Unis un développement multiforme, hétérogène et très différent de celui qu'il a pris en Europe. Certaines formes qui correspondaient à des besoins plus pressants, ou qui étaient, suivant les circonstances, d'une réalisation plus aisée, ont eu une rapide fortune et se sont plus largement répandues, telles que, par exemple (c'est un des cas les plus caractéristiques), les banques coopératives de construction et les laiteries sociales : d'autres ont eu de plus grandes difficultés à surmonter et sont plus difficilement arrivées au succès[1]. Mais, eu égard aux conditions économiques des États-Unis, si différentes de celles d'Europe, le développement remarquable des sociétés de consommation et le développement même des sociétés de production qui est loin d'être insignifiant, fournissent certainement un argument de grande valeur à tous ceux qui ont à cœur le principe de la coopération.

28. — Mais ce qui est plus significatif encore, ce sont les grands progrès qu'a fait l'idée coopérative tant dans le sentiment public que dans l'opinion de toutes les classes de la société, y compris même celle des entrepreneurs[2]. Nous les avons déjà constatés en

[1] M. Bemis a essayé de dresser une statistique approximative du chiffre d'affaires que peuvent faire annuellement les sociétés coopératives dans la Nouvelle-Angleterre seulement. La voici :

20 sociétés de production.	Chiffre d'affaires annuel	1,000,000 doll.
50 à 60 sociétés de consommation,	—	1,750,000
Laiteries coopératives,	—	1,000,000
Banques coopératives,	—	3,250,000
Total approximatif.....		7,000,000 doll.
soit environ.....		35,000,000 fr.

Nous reproduisons cette statistique sans y attacher une grande valeur, Bemis ne disposant pas de renseignements suffisants, notamment pour les « *creameries* » et les « *cooperative banks.* »

[2] Nous ne voulons pas étudier ici le développement qu'a commencé à prendre dans ces dernières années, aux États-Unis, la participation aux bénéfices; mais il ne nous a semblé qu'il ne serait pas inutile de donner en note quelques indications sommaires.

Nous avons pu réunir, de diverses sources, environ quinze ou seize cas de

parlant des sociétés de consommation : dans les deux ou trois dernières années la coopération a plus gagné de terrain aux États-Unis que dans toutes les années précédentes, puisqu'elle a pris place dans les convictions d'un grand nombre d'hommes; et nous attachons moins d'importance au fait que de très nombreuses associations se sont constituées récemment, qu'à cette conviction même désormais enracinée dans l'opinion publique, à savoir que la coopération constitue un puissant levier pour élever la condition des ouvriers.

Lorsque nous arrêtons notre pensée sur la puissance énorme dont dispose cette grande association qui a pris en main la cause de la coopération, celle des Chevaliers du Travail, et sur la rapidité avec laquelle se répandent dans ce merveilleux pays tout progrès et toute réforme, dès qu'ils ont reçu une forte impulsion, nous pourrions prévoir pour la coopération aux États-Unis un grand avenir et lui promettre de hautes destinées..., si un point noir ne venait un peu rabattre notre enthousiasme : c'est cette malheureuse tendance à dégénérer et à dévier de leur principe que manifestent dans ce grand pays plus que partout ailleurs les associations de production.

participation aux profits. Sur ce nombre, quelques-uns avaient cessé d'exister, soit parce que les entrepreneurs n'en avaient pas obtenu les avantages qu'ils s'en promettaient, soit par suite de circonstances accidentelles (crises, décès du chef de la maison, etc.); d'autres existaient et parmi elles il faut donner une mention d'honneur à la maison Pillsbury, dont nous avons parlé plus haut, et à la société Pullmann, qui n'applique pas, à proprement parler, la participation aux bénéfices, mais qui est un exemple, unique en son genre, d'une association purement spéculative s'intéressant aux ouvriers et leur ayant fait construire une véritable cité, où ils trouvent dans les meilleures conditions toutes les commodités de l'existence et même quelques-uns de ses raffinements; il y a pour des prix très modiques des maisons, des écoles, des salles de lecture, des bains, etc.

Il faut remarquer que les premiers exemples de participation aux bénéfices qui se sont produits aux États-Unis, à la date que nous venons d'indiquer, avaient beaucoup d'affinité avec l'expérience fameuse des frères Briggs en Angleterre. De la part des entrepreneurs, il n'y avait aucune espèce d'idée de réforme sociale, mais simplement l'intention de désarmer les ouvriers, de les détacher de leurs associations et surtout de faire une bonne affaire en obtenant un meilleur travail contre l'abandon d'une petite part des profits, et en acquérant ainsi à bon marché un renom humanitaire. Mais ce n'est pas quand elle est comprise de cette façon que la coopération peut réussir. De fait, les ouvriers ont parfaitement compris ce qu'on attendait d'eux, et que ce système

BIBLIOGRAPHIE DE LA COOPÉRATION AUX ÉTATS-UNIS.

G. E. Mc Neill. — *Cooperation in Massachusetts* (dans le Report of Bureau of Statistics of labor of Massachusetts, for 1877), Boston, Wright, 1877.

A. von Studnitz. — *Nordamerikanische arbeiterverhältnisse,* Leipzig, Dunker und Humblot, 1879.

W. A. Hovey. — *Cooperative distribution* (dans le Journal of Social science, de New-York. — Putnam sons, 1880).

Ch. Barnard. — *Cooperation as a business,* New-York, Putnam, 1881.

The dairy interest (dans le Report of Bureau of Statistics of labor of New Jersey for 1881), Sommerville, Porter, 1881.

The building aud loan association of New Jersey.— The dairy interest (dans le Report of Bureau of Statistics of labor of N.-J. for 1882). — Trenton, Sharp, 1882.

si vanté n'était en réalité qu'un procédé ingénieux pour leur extorquer quelque chôse de plus; aussi ne s'y intéressaient-ils en aucune façon et ne renonçaient-ils nullement à leurs associations de résistance, seules efficaces à leur dire. Nous ne contestons pas cependant que cet insuccès n'ait aussi pour cause certaines préventions de la part des ouvriers, qui les ont rendu hostiles ou indifférents sans aucune bonne raison pour cela.

Mais d'autre part les exemples des moulins de Pillsbury, de la manufacture de Peace Dale et d'autres encore, ont montré dans quelles conditions la participation aux bénéfices peut procurer des avantages aux ouvriers aussi bien qu'aux patrons. En 1886 d'autres maisons adoptèrent ce sytème, parmi lesquelles nous citerons la *N. O. Nelson manufacturing Company,* à Saint-Louis et la *New England granite works Company,* à Hartford, qui ont adopté un système de répartition des bénéfices que nous n'avons rencontré encore que dans quelques sociétés de production : après avoir prélevé l'intérêt du capital (qui ne peut dépasser 7 0/0), les bénéfices sont répartis entre le capital et le travail en proportion du montant du capital et du montant total des salaires payés dans l'année. La seconde de ces maisons prélève 1/3 des bénéfices pour constituer un fonds d'assurance contre les pertes.

Un autre système nouveau a été adopté par la maison *Ara Cushnam and Co* d'Auburn (Maine). On prélève l'intérêt du capital, plus une somme fixe représentant le salaire du travail de direction de l'entrepreneur, et le restant des bénéfices est réparti entre les travailleurs et le patron suivant une proportion donnée par le rapport qui existe entre le montant annuel des salaires et le chiffre annuel des ventes : cette proportion est ordinairement de 25 à 30 0/0. Mais l'application de ces systèmes est encore trop récente pour qu'ils aient pu donner des résultats concluants.

R. Heber Newton. — *Cooperative distribution* (dans la North American Review, 1883), New-York, 1883.

E. Atkinson. — *The statistics of consumtion*, Boston, Wright, 1885.

Cooperation in United States (Report of commission of foreign cooperation inquiry, dans le compte rendu du Congrès d'Oldham), Manchester, 1885.

Idem, dans le compte rendu du Congrès de Plymouth, Manchester, 1886.

J.-A. Flower. — *Distributive aud industrial cooperation* dans le Report of the Bureau of labor and Industrial statistics, of Wisconsin, for 1885-86), Madison, Democratic printing Co, 1886.

E.-W. Bemis. — *Cooperation in New England*, Baltimore, 1886.

A. Shaw. — *Cooperation in a Western City*, Baltimore, 1886.

Carroll D. Wright. — *Industrial depressions*, Washinghton. — Governing printing office, 1886

Carroll D. Wright. — Profit Sharing, Boston, Wright and Poster, 1886.

Carroll D. Wright. — An historical Sketch of the Knights of labor (dans le Quarterly Journal of Economics, janv. 1887), Boston, Ellis, 1887.

R.-T. Ely. — *The labor movement in America*, New-York, Crowell, 1886.

G. Warner. — *Three phases of cooperation in the West*, Baltimore, 1887.

TABLEAU **A**.

Les Sociétés coopératives de production au Massachusetts jusqu'en 1885.

(TABLEAU composé principalement d'après les données et les tableaux contenus dans l'ouvrage de C.-D. Wright, *Profit sharing*, et dans le *Report of Bureau of statistics of Labor* du Massachusetts de 1877.)

N°s	NOMS DES ASSOCIATIONS.	SIÈGE de l'association.	DATE de fondation.	DATE à laquelle se rapportent les derniers renseignements.	NOMBRE d'années d'existence.	OBSERVATIONS.
1	Somerset Coop. Foundry.....	Somerset....	1867	1885	18	Existe encore.
2	Union Cigar Makers Coop. Ass.....	Westfield....	1869	1874	5	
3	North Adams Coop. shoe Comp...	Adams.....	1870	1875	5	
4	Hampden Coop. Cigar Ass.....	Westfield....	1870	1874	4	
5	Howard Coop. Ass.....	Lynn.....	1871	1874	3	
6	Cigar manufacturers Coop. Ass....	Westfield....	1871	1873	2	
7	Essex Coop. boot ant shoe Comp...	Lynn.....	1872	1876	4	
8	Sagamore Coop. boot and shoe Comp	Lynn.....	1872		?	Pas de nouvelles.
9	East Templeton Coop. Chair Comp..	Templeton...	1872	1885	13	Existe encore.
10	Stoneham Coop. shoe Comp.....	Stoneham....	1873	1885	12	Existe encore.
11	Truro Coop. boot and shoe Comp...	Truro.....	1873		?	Pas de nouvelles.
12	Westfield Cigar Makers Coop. Ass.	Westfield....	1873	1876	3	
13	Spriengfield Cigar Makers Coop. Ass.	Spriengfield..	1873	1875	2	
14	Massachusetts cigar makers Coop. Ass.....	Westfield....	1873	1878	5	
15	Eastern Coop. cigar Ass.....	Westfield....	1874	1877	3	
16	Boston Coop. Ass.....	Boston.....	1873	1875	2	
17	Stoneham Coop. Union.....	Stoneham....	1873	1875	2	
18	Mount Tom Comp. Ass.....	Holyoke.....	1875	1875		
19	Middlesex Coop. boot and shoe Comp.	Stoneham....	1875	1885	10	Existe encore.
20	National Cigar makers Coop. Ass...	Westfield....	1875	1877	2	
21	Phenix Cigar makers Coop. Ass....	Westfield....	1875	1882	7	
22	Marlborough Coop. boot and shoe Comp.....	Marlborough..	1876	1878	2	
23	Orient Coop. boot and shoe Comp..	Marlborough..	1876		?	Pas de nouvelles.
24	Kingston Coop. foundry.....	Kingston....	1876	1885	9	Existe encore.
25	Leonard Coop. foundry.....	Taunton.....	1877	1885	8	Existe encore.
26	Athol Coop. furniture Comp.....	Athol.....	1879	1885	6	Existe encore.
27	Coop. furniture Comp.....	Orange.....	1879	1881	2	
28	Grienfield Coop. manufacturing Comp.....	Grienfield....	1880	1883	3	
29	American Coop. boot and shoe Comp.	Stoneham....	1882	1885	3	Existe encore.
30	Franklin Coop. boot and shoe Comp.	Stoneham....	1883	1885	2	Existe encore.
31	Wakefield Coop. shoe Comp.....	Wakefield...	1883	1885	2	Existe encore.

N. B. Pour les sociétés qui avaient cessé d'exister en 1885, le travail de Wright ne donne pas la date de la dissolution, mais seulement la date du dernier rapport publié; mais, pour simplifier, nous avons pris cette date comme celle de leur dissolution.

Il résulte donc de ce tableau que sur 31 associations fondées de 1867 à 1885, 10 seulement existaient encore à cette date, et que sur ces 10, 4 seulement avaient de 10 à 18 ans d'existence, 3 ne comptaient que de 6 à 9 années, 1 n'en comptait que 3, et 2 n'avaient que 2 ans. Quant aux 18 associations déjà dissoutes, 1 avait duré 7 ans, 3 n'avaient duré que 5 ans, 3 n'en avaient duré que 4, 3 n'en avaient duré que 3, et 7 n'avaient vécu que 2 ans.

La vie moyenne de ces 18 associations a donc été d'un peu moins de 3 ans.

TABLEAU

Sociétés coopératives de production exis

(TABLEAU dressé d'après les renseignements et les tableaux contenus

N°s	NOM, SIÈGE et genre d'industrie de l'association.	DATE de la fondation.	CAPITAL (en francs).		NOMBRE d'actions.	VALEUR des actions.	NOMBRE d'actionnaires		NOMBRE d'ouvriers	
			à l'origine.	actuellement.			à l'origine.	actuellement.	actionnaires	non actionnaires.
1	*Somerset Coop. foundry.* (Somerset) Fonderie.	1867	75,000	150,000	300	500f	24	48	30	10
2	*East Templeton Coop. chair Comp.* (Templeton) Fabrique de sièges.	1872	50,000	100,000	200	500f	24	38	14	10

B.

tant, en 1885, *dans le Massachusetts.*

dans l'ouvrage de Carrol. D. Wright, *Profit-sharing*. Boston, 1885.)

NOMBRE total des ouvriers employés.	VALEUR annuelle de la production.	DIVIDENDE des actions.	MONTANT des salaires mensuels.	MOYENNE du salaire mensuel pour chaque ouvrier.	MOYENNE du salaire quotidien.	OBSERVATIONS.
40	375,000f	De 1870 à 1884, 10 °/., sauf en 1871 où il s'est élevé à 13 °/. et en 1873, 1875, 1879 et 1880 où il a été nul.	15,165f	379f 10	12f 63	La plus ancienne de toutes et une de celles qui ont le mieux réussi. Son histoire, dit Wright, est un précieux exemple pour tous les ouvriers qui possèdent quelques capitaux, de ce que peuvent faire une bonne administration et la bonne volonté de travailler d'accord. A commencé avec un petit nombre d'associés qui se chargèrent d'une fonderie qui marchait très mal, et ils débutèrent par des pertes ; mais ils ne se découragèrent pas et leurs affaires ne tardèrent pas à marcher de mieux en mieux. Jouit d'un grand crédit. On remarque une tendance à posséder trop d'actions : la plus grande partie des associés en possède de 5 à 10 : peut-être cherchent-ils à en faire prendre le plus possible aux ouvriers employés dans l'établissement. En tout cas la plus grande partie des actionnaires sont les travailleurs. Les salaires des ouvriers, actionnaires ou non, sont établis d'après le taux moyen. La plus grande partie des associés sont des hommes rangés et prévoyants. Les actions souscrites doivent être entièrement libérées dans un délai de 30 jours après la souscription. L'association a le droit de préemption en cas de cession d'actions.
24	250,000f	1872 6 °/. 1878 5 °/. 1879 5 °/. 1882 6 °/.	5,755	239f 75	7f 99	Créée par des ouvriers habiles qui se trouvaient sans emploi par suite de la faillite d'un établissement, et qui ne voulaient pas quitter le pays parce que tous y possédaient leur maison ; jouit d'un bon crédit et a eu un plein succès. Une seule fois a subi une grosse perte par suite d'acheteurs malhonnêtes et une autre fois par suite d'un incendie. Cela ne l'a pas empêchée de se constituer un capital. Tous les actionnaires sont des ouvriers et le plus grand nombre possède de 2 à 7 actions. A constitué une partie de son capital par des retenues sur les salaires. Les salaires sont établis d'après le taux courant. La société n'a pas de droit de préemption en cas de cession d'actions. Le salaire est en général à prix fait.

N°s	NOM, SIÈGE et genre d'industrie de l'association.	DATE de la fondation.	CAPITAL (en francs)		NOMBRE d'actions.	VALEUR des actions.	NOMBRE d'actionnaires		NOMBRE d'ouvriers	
			à l'origine.	actuellement.			à l'origine.	actuellement.	actionnaires.	non actionnaires.
3	*Stoneham Coop. shoe Comp.* (Stoneham) Cordonnerie.	1873	50,000	100,000	80	1,250f	31	57	25	40
4	*Middlesex Coop. boot and shoe Comp.* (Stoneham) Cordonnerie.	1875	50,000	75,000	60	1,250f	39	47	23	18
5	*Kingston Coop. foundry* (Kingston) Fonderie.	1875	40,000	59,500	119	500f	36	56	11	9
6	*Leonard Coop. foundry* (Tauton) Fonderie.	1877	125,000	125,000	250	500f	47	51	40	10

NOMBRE total des ouvriers employés.	VALEUR annuelle de la production.	DIVIDENDE des actions.	MONTANT des salaires mensuels.	MOYENNE du salaire mensuel pour chaque ouvrier.	MOYENNE du salaire quotidien.	OBSERVATIONS.
65	750,000f	1873 7,89 °/. 1874 40 °/. 1875 2,5 °/. 1876 18 °/. 1877 0 1878 7,5 °/. 1879 17 °/. 1880 15 °/. 1881 15 °/. 1882 21 °/. 1883 20 °/. 1884 6 °/.	14,000f	215f35	7f 18	Fondée par des ouvriers restés momentanément sans emploi. A eu un grand succès financier. Les actionnaires appartiennent à plusieurs nationalités différentes, mais n'en marchent pas moins très bien ensemble. L'accumulation du capital y a été assez lente. Le plus grand nombre des actionnaires ne possède qu'une ou deux actions. A l'origine tous les actionnaires étaient des ouvriers ; aujourd'hui encore la plupart sont ouvriers, mais non pas tous du pays. Le salaire est au taux courant et à prix fait. Pas de droit de préemption pour la société.
41	100,000f	1876 9 °/. 1877 0 1878 5 °/. 1879 4,5 °/. 1880 10 °/. 1881 10 °/. 1882 20 °/. 1883 25 °/. 1884 20 °/.	8,775f	214f »	7f 10	Fondée à la suite d'un chômage. Au début a eu de grandes difficultés à obtenir du crédit, mais y est arrivé peu à peu. Fait maintenant de bonnes affaires ; a éprouvé cependant quelquefois des pertes. Chaque actionnaire a une ou tout au plus deux actions : presque tous sont des ouvriers cordonniers. Le salaire est au taux courant et à prix fait. Les associés appartiennent à diverses nationalités.
20	100,000f	1881 3 °/. 1884 1 1/2 °/. 1885 3 °/.	3,000f	150f »	5f » (Ces ouvriers n'ont pas tout leur temps employé dans l'atelier coopératif.)	Fondée par des ouvriers qui avaient été renvoyés d'une fabrique. A rencontré dans ses débuts beaucoup d'obstacles et de difficultés et n'a pu pendant deux ans obtenir de crédit. A éprouvé aussi des pertes par le fait d'acheteurs malhonnêtes, et a ressenti aussi quelques dommages par le fait de certains associés intempérants et brouillons. Mais surtout a provoqué de vifs mécontentements par suite de ce fait qu'elle n'a pas pu toujours payer régulièrement les salaires. Le plus grand nombre des actionnaires possède 12 actions. Aucune personne en dehors de la classe ouvrière ne possède d'actions. Est une de celles en somme qui a rencontré le plus de difficultés de toute nature.
50	375,000f	1881 5 °/. 1882 6 °/. 1883 6 °/. 1884 6 °/. 1885 6 °/.	—	300f »	10f »	Fondée par des ouvriers qui se sont chargés d'un établissement de fonderie qui ne marchait plus. Le plus grand nombre des actionnaires sont des ouvriers. On remarque que les ouvriers actionnaires sont très actifs et très attentifs. Pas de droit de préemption pour la société.

N°s	NOM, SIÈGE et genre d'industrie de l'association.	DATE de la fondation.	CAPITAL (en francs)		NOMBRE d'actions.	VALEUR des actions.	NOMBRE d'actionnaires		NOMBRE d'ouvriers	
			à l'origine.	actuellement.			à l'origine.	actuellement.	actionnaires.	non actionnaires.
7	*Athol Coop. furniture Comp.* (Athol) Fabrique de meubles.	1879	12,500	25,000	50	500f	25	33	10	5
8	*American Coop. boot and shoe Comp.* (Stoneham) Cordonnerie.	1882	75,000	150,000	150	1,250f	38	91	22	23
9	*Franklin Coop. boot and shoe Comp.* (Stoneham) Cordonnerie.	1883	50,000	100,000	80	1,250f	37	69	26	12
10	*Wakefield Coop. shoe Comp.* (Wakefield) Cordonnerie.	1883	75,000	75,000	150	500f	84	80	12	8

Bemis signale deux autres associations dans le Massachusetts, de date récente et sur le même type que les précédentes; l'une et figurent sur un autre tableau.

NOMBRE total des ouvriers employés.	VALEUR annuelle de la production.	DIVIDENDE des actions.	MONTANT des salaires mensuels.	MOYENNE du salaire mensuel pour chaque ouvrier.	MOYENNE du salaire quotidien.	OBSERVATIONS.
15	75,000f	Rien.	—	—	—	Fondée par des ouvriers sans travail. Eprouva des pertes par suite de manque de capacité de plusieurs de ses ouvriers fondateurs. Néanmoins est devenue prospère. A éprouvé de grandes pertes à la suite d'un incendie. Presque tous les associés possèdent une ou deux actions, et tous sont des ouvriers. Le travail est payé tantôt à la journée et tantôt à prix fait. *Les ouvriers qui ne sont pas associés ne sont pas payés au même prix que ceux-ci, mais au taux minimum.* A rencontré de grandes difficultés dans l'insuffisance de son capital et dans le manque d'aptitude pour la coopération d'un grand nombre de ses membres; a même été contrainte de prononcer l'exclusion de quelques-uns d'entre eux avec lesquels il était impossible de s'entendre.
45	250,000f	Rien.	9,500f	211f 10	7f 03	Fondée par des ouvriers qui avaient réalisé quelques épargnes sur leurs salaires. Commence maintenant à bien marcher, mais dès la seconde année a éprouvé une forte perte par suite de la faillite d'un débiteur. Le plus grand nombre des associés ne possède qu'une action. Presque tous les actionnaires sont des ouvriers salariés. Le travail est à prix fait. Les ouvriers, qu'ils soient associés ou non, sont payés au même prix. Les actions ne peuvent être transférées sans le consentement de la direction.
38	250,000f	Rien.	7,500f	197f 35	6f 57	Fondée par des ouvriers restés sans travail à la suite d'une faillite. Marche bien. Le plus grand nombre des actionnaires ne possède qu'une action : presque tous sont des ouvriers. Travail à prix fait et au prix courant.
20	175,000f	1884 8 °/.	3,920f	196f »	6f 50	Fondée à l'exemple d'une autre de ces associations qui avait réussi et pour profiter de l'occasion qui s'offrait d'acheter un petit atelier. Les actionnaires appartiennent à diverses nationalités : l'entente est parfaite. Le plus grand nombre possède de une à trois actions. La moitié environ sont des ouvriers chapeliers. Tout le travail est à prix fait et au taux courant. Tous les ouvriers actionnaires sont très soigneux et actifs. Excellents produits.

est le *Coop. granite works*, à Quincey, 1885, et l'autre *The Haver Hill printing Co.* D'autres semblables sont nées en 1886

TABLEAU C.

Sociétés coopératives de production fondées en 1886 *dans le Massachusetts.*

Nos	NOM, SIÈGE et genre d'industrie de l'association.	DATE de la fondation.	CAPITAL en francs.	OBSERVATIONS.
1	*Linn Knights of Labor Coop. boot and shoe Co.* Linn (Massachusetts). Cordonnerie.	1886	45,000	Due à l'initiative des Chevaliers du Travail. Actions de 500 fr. En janvier 1887 comptait environ 60 actionnaires, entre lesquels était divisé le capital de 45,000 fr. Aucun ne peut posséder plus de 10 actions. A profité pour ses affaires du patronage des Chevaliers du Travail. Quant aux bénéfices, on commence par déduire 5 0/0 pour le capital et 10 0/0 pour le fonds de réserve. Les bénéfices nets qui restent, cette déduction faite, sont répartis de la façon suivante : 45 0/0 pour les actionnaires, 45 0/0 pour les travailleurs en proportion de leurs salaires, et 10 0/0 pour l'Ordre des Chevaliers du Travail pour servir à fonder d'autres entreprises coopératives. Ne sont admis comme associés que les membres de l'Ordre des Chevaliers du Travail. Elle emploie 40 ouvriers qui sont à peu près tous actionnaires. A réalisé environ 5,000 fr. de bénéfice en 7 mois. Jusqu'à ce jour, paraît marcher assez bien.
2	*Coop. printing and publishing Comp* Boston (Massachusetts). Imprimerie.	1886	.....	Due à l'initiative de M. Mc Neil et des Chevaliers du Travail. Tous les membres doivent être actionnaires et aussi membres de l'Ordre des Chevaliers du Travail. Sur les bénéfices, prélèvement fait de 6 0/0 pour le capital, on distribue 10 0/0 pour les travailleurs, 5 0/0 pour l'Ordre des Chevaliers du Travail, 35 0/0 pour le fonds de réserve et 50 0/0 pour la propagande. Le capital est formé par 500 actions de 50 fr. chacune. Aucun actionnaire ne peut posséder plus de 50 actions. En septembre 1886, elle comptait environ 25 travailleurs et 50 actionnaires. Jusqu'à présent, marche très bien.
3	*National Knights of Labor. Coop. elastic fabric. Co.* Chelsea (Massachusetts). Elastiques.	1886	25,000	A construit elle-même ses ateliers. Les actions sont de 25 fr. Aucun associé ne peut en posséder plus de 100. Sur les bénéfices, on commence par prélever 8 0/0 pour le capital et 10 0/0 pour le fonds de réserve : le restant est reporté à raison de 1/3 pour les travailleurs, 1/3 pour les actionnaires et 1/3 pour le fonds coopératif des Chevaliers du Travail. On retient aux travailleurs une part de leur salaire pour leur constituer une action. Ne peuvent être associés que les membres de l'Ordre des Chevaliers du Travail. Est née à la suite d'une grève.

N°•	NOM, SIÈGE et genre d'industrie de l'association.	DATE de la fondation.	CAPITAL en francs.	OBSERVATIONS.
4	*Spencer Coop. boot and shoe Co.* Chelsea (Massachusetts). Cordonnerie.	1886	31,000	Les actions sont de 50 fr. — Environ 100 actionnaires Le nombre d'actions què chacun peut posséder n'est pas limité. N'emploie que 15 travailleurs. La production mensuelle s'élève à 12,500 fr. environ. Tous les travailleurs et actionnaires doivent faire partie de l'Ordre des Chevaliers du Travail. Les travailleurs reçoivent une part des bénéfices. A profité du patronage des Chevaliers du Travail et de quelques sociétés de consommation.
5	*North Dighton Coop. stove Co.* North Dighton (Mass.). Appareils de chauffage.	1886	37,500	Dans toutes ces associations, depuis le N° 5 jusqu'au N° 11, tous les bénéfices sont distribués aux actionnaires. Chaque actionnaire n'a qu'une voix.
6	*Scituate Coop. shoe Co. K. of L.* Scituate (Mass). Cordonnerie.	1886	50,000	
7	*Westboro Factory Ass.* Westboro (Mass.). Cordonnerie.	1886	60,000	
8	*Agawam Coop shoe Co.* Danvers (Mass.). Cordonnerie.	1886	25,000	
9	*North Dighton Coop. stove Co.* Taunton (Mass.). Appareils de chauffage.	1886	57,500	
10	*K. of. L. Coop. boot and shoe Co.* Beverly (Mass.). Cordonnerie.	1886	15,000	
11	*Brockton Coop. boot and shoe Co.* Brockton (Mass.). Cordonnerie.	1886	50,000	

TABLEAU D

Les associations des tonneliers de Minneapolis en 1886.

(Tableau composé d'après les données fournies par le livre d'Albert Shaw.)

N°s	NOM des Associations.	DATE de leur fondation.	NOMBRE DES ASSOCIÉS			CAPITAL		VALEUR des actions (en francs)	NOMBRE d'actions possédées par chaque associé.	NOMBRE de barriques fabriquées annuellement	OBSERVATIONS.
			à l'origine.	au maximum	actuellement.	à l'origine.	actuellement.				
1	*Cooperative Barrel Manufacturing Company (sixth sheet shop).*	1874	16	120	90	7,500	225,000	250	10	.....	A commencé en achetant au prix de 15,000 fr., dont 5,000 payés comptant, un atelier abandonné. Dans les débuts une certaine méfiance régnait entre les associés, mais peu à peu la bonne entente s'établit et il n'est aucune autre association qui ait eu moins à se plaindre de la mauvaise foi de ses membres. Ses progrès ont été rapides; cependant dans les premières années, l'accroissement a été lent. En 1885, elle a été contrainte par la concurrence à adopter les engins mécaniques. Il en est résulté une diminution du travail manuel et le nombre des associés a été réduit de commun accord. En dehors de ses membres, elle occupe, à titre d'ouvriers auxiliaires, environ 20 hommes ou enfants.
2	*North Star Cooperative Barrel Company.*	1877	18	100	59	9,000	162,500	250	11	200,000	A été fondé par un certain nombre d'associés détachés de l'association précédente. A fusionné en 1882 avec une autre association, la *Liberty cooperative Barrel Company*, dont elle a pris le nom. Le nombre de ses membres, après avoir augmenté, a dû diminuer par suite de l'introduction des machines. A réalisé des bénéfices, comme tout le monde, par suite de la plus-value de ses propriétés immobilières. Chaque associé, en entrant dans l'association devrait payer intégralement le montant des 2 actions.

3	*Hennepin County Barrel Cooperative Company.*	1880	24	57	52	3,000	105,000	250	15	100,000	des plus prospères. Elle a donné peu à peu un très grand développement à ses ateliers : a été la première à employer les machines et en a retiré de grands avantages. En dehors de ses membres, elle emploie environ 40 ouvriers ou jeunes garçons comme auxiliaires.
4	*North Western Barrel Coop. Company.*	1881	40	45	45	3,000	73,750	250	7	.....	Fondée à l'occasion d'une grève. Elle a construit elle-même ses ateliers et y a trouvé avantage par suite de la plus-value des terrains. En dehors de sès membres emploie 15 ouvriers auxiliaires.
5	*Phœnix Barrel Coop. Manufacturing Company.*	1881	30	30	30	.....	37,500	250	5	150,000	Fondée par des ouvriers restés sans travail par suite de la vente de l'atelier dans lequel ils travaillaient. La plupart n'avaient aucune ressource. Est assez prospère, mais n'a pas les moyens nécessaires pour se procurer des engins mécaniques, et a grand'peine à soutenir la concurrence.
6	*Minnesota Barrel Coop. Company.*	1884	30	37	23	7,500	environ 35,000	250	6	.....	N'a pas eu beaucoup de succès jusqu'à ce jour par suite de la crise industrielle et n'a pu encore employer les machines. Cependant ses membres sont dans une situation un peu supérieure à celle des ouvriers qui ne sont pas coopérateurs. A dû réduire le nombre de ses membres par suite de la diminution du travail.
7	*Acme Barrel Coop. Company.*	1885	40	49	25	5,000	18,750	250	3	.....	A commencé par louer l'établissement dans lequel ses membres travaillaient comme ouvriers; mais en fait construire un maintenant pour son propre compte. Prospère, mais a dû réduire le nombre des associés par suite de la diminution du travail.
8	*Twin City Barrel Company.*	1886	10	.....	.....	2,500	.....	250	1	.....	Ne fabrique pas seulement des barriques pour la farine, mais aussi pour la bière, le vinaigre, le beurre, etc. Mais la diminution générale du travail a arrêté son développement, de telle sorte que plusieurs des associés ont dû chercher du travail ailleurs.

TABLEAU **E.**

Sociétés coopératives de production existant aux États-Unis à la fin de l'année 1886 *(à l'exception de celles du Massachusetts).*

(TABLEAU composé d'après les renseignements extraits des *Reports of Bureau of Labor* du Wisconsin et du Massachusetts pour 1886, et du *Report* du Congrès de Plymouth de 1886, ainsi que des études de Bemis, *Coop. in New-England*, de Shaw, *Cooperation in a Western City*, et de Warner, *Three phases of cooperation in the west.*)

N°s	NOMS, SIÈGES et genres d'industries de la Société.	DATE de la fondation.	CAPITAL en francs.	OBSERVATIONS.
	Cleveland Coop. stave Comp. (Cleveland-Ohio.) Fonderie et appareils de chauffage.	1867	.....	Actions de 500 fr. chacune. Les actionnaires sont au nombre de 75, mais il n'y en a qu'une partie qui travaille dans l'établissement coopératif. La totalité des dividendes est répartie entre les actionnaires : aucune part n'est attribuée au travail. Le nombre de voix est en proportion du nombre d'actions. Le secrétaire de l'association convient qu'elle diffère peu d'une société quelconque par actions. Et Flower ajoute : « Voilà un exemple de plus que nous fournit l'histoire, c'est que, dans les grandes entreprises tout au moins, il y a une tendance peut-être inéluctable à centraliser les affaires et les capitaux entre les mains des actionnaires les plus habiles, les plus expérimentés ou les plus influents. »
2	*Rochester Coop. foundry.* (Rochester-N.-J.) Fonderie et appareils de chauffage.	1867	150,000 à l'origine. 500,000 en 1881	C'est la plus considérable de toutes. Elle compte 52 actionnaires, dont 29 travaillent à l'établissement coopératif; mais en outre, elle emploie 200 ouvriers auxiliaires dans la maison-mère de Rochester, et environ 100 à 125 dans trois succursales qu'elle possède ailleurs. Qu'ils soient actionnaires ou non, tous les ouvriers reçoivent le même salaire. Sur les bénéfices, on commence par prélever 12 0/0 pour le capital, et le restant est partagé entre tous les actionnaires ouvriers, proportionnellement à l'importance du salaire de chacun. Le secrétaire dit que cette entreprise est un succès incontestable au point de vue financier, mais non pas au point de vue moral. Il ne s'est pas établi d'harmonie dans les rapports entre travailleurs, et il y a fréquemment des conflits aigus entre les actionnaires et les travailleurs salariés par l'association.
3	*Beaver fall Coop. foundry Ass.*	1872	20,000 à l'origine.	Fondée par des ouvriers mécaniciens. Tous les ouvriers employés sont actionnaires. La totalité des dividendes est attribuée aux actions. D'après les renseignements (qui ne vont que jusqu'à 1880), ces dividendes étaient de 10 à 12 0/0. Je ne suis pas sûr si cette association existe encore.
4	*Mechanics' planing Mill Co.* (St-Louis, Miss.)	1874	50,000 à l'origine.	Les actions sont de 2,500 fr. Tous les actionnaires sont ouvriers.
5 à 12	*Mineapolis coopers Coop. Soc* (Minneapolis. Minnesota.) Tonneliers.	1874 (et les années suivantes.)	.....	*Voir le tableau D.*

N°s	NOMS, SIÈGES et genres d'industries de la Société.	DATE de la fondation.	CAPITAL en francs.	OBSERVATIONS.
13	*Doundas coopers shop Coop. rice Comp.* (Doundas, Minn.) Tonneliers.	1876	... .	Organisée à peu près comme les autres associations de tonneliers. Dans ces dernières années et jusqu'en 1886, a un peu souffert de la crise générale. Tous les associés sont pères de famille et habitent dans des maisons qui leur appartiennent.
14	*St-Louis furniture workers Ass.* (St-Louis, Miss.) Meubles.	1878	.....	Fondée par des ouvriers à la suite d'une grève. Actions de 125 fr. Elles sont possédées par 280 personnes, dont 96 seulement sont des ouvriers. Aucun actionnaire ne peut posséder plus de 20 actions. Jusqu'à la fin de 1884, les bénéfices ont été retenus par la société pour accroître le capital. La Société est très prospère au point de vue financier. L'intention des directeurs est d'éliminer peu à peu tous les actionnaires qui ne sont pas ouvriers, pour concentrer toutes les actions entre les mains des travailleurs. A cet effet, on fait sur les salaires de tous les ouvriers actionnaires une retenue destinée à leur permettre l'acquisition des autres actions.
15	*Coop. iron foundry.* (Nashua-N.-H.) Fonderie.	1881	110,000	Fondée au capital de 20,000 fr., s'est développée peu à peu. A fait en 1886 un chiffre de 210,000 fr. d'affaires. Prélèvement fait des 6 0/0 pour le capital, tout le reste des bénéfices est distribué entre les ouvriers, *qu'ils soient ou non associés*. Possède un très bel établissement éclairé par la lumière électrique.
16	*Central furniture Comp.* (St-Louis, Miss.) Meubles.	1882	.....	Analogue à la précédente. Action de 500 francs; le nombre que peut posséder chaque associé n'est pas limité. — Environ 50 actionnaires, sur lesquels 40 environ sont des ouvriers.
17	*Mechanics furniture Ass.* (St-Louis, Miss.) Meubles.	1885	62,500 (versés)	Analogue aux précédentes. Actions de 250 fr.; 150 actionnaires, dont 70 environ sont des ouvriers.
18	*Albany Coop cigar manufactory.* (Albany, N.-J.) Cigares.	1885	20,000 (souscrits) 2,000 (versés)	8 associés. 8 actions de 2,500 chacune : chaque associé en a une et ne peut en avoir davantage. Chaque associé n'a qu'une voix. Ne possède qu'un petit établissement.
19	*Plumbers Coop. Soc.* Ouvriers plombiers.	1885	.....	Fondée par des ouvriers plombiers à la suite d'une grève. Promovée par la *Plumber International Union*. Le capital ne touche qu'une part assez modeste et tout le reste des bénéfices est attribué au travail. Le capital, du reste, dans cette industrie, est très peu de chose.
20	*Coop. granite works of Souht.* (Vermont.) Tailleurs de pierres.	1885	14,500	Action de 500 fr. 23 actionnaires, 14 ouvriers, sur lesquels 9 actionnaires. Le nombre d'actions que chaque associé peut posséder n'est pas limité. Les bénéfices et les pertes sont répartis proportionnellement aux actions. A été fondée par des ouvriers qui s'étaient constitués en société de résistance et avaient par suite été renvoyés par leurs entrepreneurs. Fait un chiffre d'affaires de 40 à 50,000 fr. par an.
21	*South Norwalk Coop. hat Comp.* (South Norwalk.) Chapeliers.	1885	25,000	Fondée à la suite d'une grève. 35 actionnaires. Aucun ne peut posséder plus de trois actions. Dans les moments où les affaires sont le plus actives, elle occupe de 90 à 100 ouvriers. Jusqu'à présent a bien réussi. Tous les bénéfices sont répartis proportionnellement aux actions. Les actions sont de 500 fr. Le chiffre d'affaires en 1886 s'est élevé à 200,000 fr.

N°s	NOMS, SIÈGES et genres d'industries de la Société.	DATE de la fondation.	CAPITAL en francs.	OBSERVATIONS.
22	*Coop. laundry.* (Minneapolis, Minn.) Blanchisserie.	1886	.....	Fondée par les associations des ouvriers tonneliers et par les Chevaliers du Travail. 12 associés, sur lesquels 7 dames. Actions de 50 fr. Il y a des associés ouvriers et d'autres qui ne le sont pas. Les bénéfices sont répartis entre tous d'une façon égale; mais les associés qui ne sont pas travailleurs doivent avoir une action de plus que ceux qui le sont. Le salaire est de 5 fr. par jour. L'association n'est encore qu'à ses débuts, mais elle rencontre des difficultés.
23	*Painters and decorators coop. Ass.* (Minneapolis, Minn.) Peintres.	1886	.....	A peine constituée. 20 associés, dont 10 ouvriers employés par la société. A bien commencé. Une autre association de peintres en bâtiments à Minneapolis était en projet.
24	*Coop. factory of shoemakers.* (Détroit, Mich.) Cordonnerie.	.....	.....	Fondée à la suite d'une grève et de boycottages. Actions de 25 fr., payables par paiements mensuels. Aucun associé ne peut en posséder plus de 100 et en tous cas ne dispose de plus d'une voix. Tous les ouvriers employés sont actionnaires. Les bénéfices sont répartis de la façon suivante : 40 0/0 pour le capital, 40 0/0 pour le travail, 10 0/0 pour les acheteurs qui sont en même temps associés, 5 0/0 pour les clients qui ne sont pas associés et 5 0/0 pour des institutions d'éducation. Fondée par les Chevaliers du Travail, qui avaient provoqué la grève. L'association a aussi bien réussi au point de vue financier qu'au point de vue moral : la plus parfaite harmonie règne entre tous les associés.
25	*Coop. printing Comp.* (Providence) Imprimerie.	.....	.....	Publie un journal *The People*. Compte 260 actionnaires. Les actions sont de 25 fr. Mais en somme n'a aucun caractère coopératif. Les ouvriers sont de simples salariés et même ne sont nullement satisfaits de leur sort.
26	*Buffalo Coop. stove Comp.* (Buffalo) Appareils de chauffage.	.....	.....	Capital de 3,750 fr., divisé entre 100 actionnaires. Le secrétaire dit qu'elle n'a de coopératif que le nom : n'est constitué absolument que dans l'intérêt des actionnaires à qui seuls appartiennent les dividendes.
27	*Productive Coop. Baking powder Co.* (Elkart. Ind.)	.....	.....	Constituée par les Chevaliers du Travail. Fabrique de la *Baking powder* (?). Les bénéfices sont répartis proportionnellement aux actions.
28	*Concord Coop. Job printing Co.* (Concord, N.-J.) Imprimerie.	.....	.....	Fondée par des ouvriers faisant partie de l'Ordre des Chevaliers du Travail. Son directeur affirme que c'est la seule imprimerie « véritablement coopérative » qui existe aux Etats-Unis, mais n'en donne aucune preuve, parce qu'il ne donne aucun renseignement sur son organisation.
29	*Hudson barrel Comp.* (Sainte-Croix, Wiscons.) Tonneliers.	.....	.....	Fondée par 14 ouvriers qui avaient acheté un petit atelier appartenant à un seul patron et qui, avec les ouvriers salariés, marchait assez mal.
30	*Peoria Coop. coal Ass.* (Peoria, Ill.) Mines de charbon.	.....	.....	Constituée par 50 mineurs à la suite d'une grève. Les actions sont de 50 fr. Tous les associés travaillent pour le compte de la société dans l'extraction du charbon. Les salaires sont au taux courant. Les bénéfices sont divisés en proportion du travail. N'emploie comme ouvriers que ceux qui sont associés. Ce qui les détermina à former cette association, c'est qu'à la suite de la grève, les patrons les avaient inscrits sur la *black list* et ils ne pouvaient plus trouver de travail.

N°s	NOMS, SIÈGES et genres d'industries de la Société.	DATE de la fondation.	CAPITAL en francs.	OBSERVATIONS.
31	*Coop. coal Comp.* (Bloomingthon. Ill.) Mines de charbon.	1885	15,000	Fondée à la suite de démêlés entre des ouvriers mineurs et leurs entrepreneurs. A pris à loyer une mine de charbon. L'organisation est la même que celle des sociétés de capitaux : mais tous les actionnaires sont des ouvriers mineurs. 32 actionnaires. Actions de 500 fr. Du reste a à peine commencé.
32	*Summit Coop. coal Comp.* (Macon. Mo) Mines de charbon.	1885	25,000	Fondée à la suite d'une grève provoquée par l'emploi de nouveaux ouvriers mineurs. Actions de 50 fr., réparties entre 150 actionnaires. Emploie de 250 à 140 ouvriers, suivant les saisons. Tous les profits sont affectés à l'accroissement du capital et par conséquent les travailleurs qui ne sont pas actionnaires n'en profitent pas. Personne ne peut posséder plus de 10 actions. A pris à loyer deux mines. La production annuelle s'est élevée à 425,000 fr.
33	*Coop. mining Comp.* (Huntsville. Mo) Mines.	.....	.....	Fondée à la suite d'une grève pendant laquelle la mine resta fermée pendant 5 mois. Les mineurs traitèrent alors avec la compagnie propriétaire pour exploiter la mine pour leur propre compte, la Compagnie fournissant l'outillage et eux payant une redevance pour chaque bushel de charbon.
34	*Coop. furniture Comp.* (Cincinnati. Ohio) Meubles.	1886	172,500	Fondée à la suite d'une grève pour obtenir la réduction de la journée de travail à 8 heures. Actions de 500 fr. Tous les actionnaires doivent en posséder le même nombre. — Les actionnaires sont au nombre de 69; les travailleurs de 51, tous actionnaires. Les bénéfices sont répartis également entre tous.
35	*Coop. red chair factory.* (Michigan City. Ind) Meubles.	1886	250,000	A été fondée par suite de ce fait que les fabricants avaient renvoyé un certain nombre d'ouvriers pour faire travailler des détenus. Actions de 25 francs. 500 actionnaires : 42 ouvriers qui, tous, excepté 8, sont actionnaires. Les bénéfices sont répartis proportionnellement au capital. La production annuelle s'est élevée à 125,000 fr.
36	*Carpenter's Coop. Ass.* (Dacotah. Ill.) Charpentiers.	1885	25,000	Actions de 50 fr. Bénéfices répartis proportionnellement au capital.
37	*Coop. glove Comp.* (Bloomingthon. Ill.) Gants.	1886	60,000	Fondée à la suite d'une grève. Actions de 50 francs. 40 actionnaires : personne ne peut posséder plus de 100 actions. Due à l'initiative des Chevaliers du Travail. Les bénéfices répartis proportionnellement au capital.
38	*Standard Coop. pottery Comp.* (East Liverpool. Ohio) Faïenciers.	1886	100,000	Fondée par suite de l'occasion qui s'est offerte aux ouvriers d'acheter une fabrique. Actions de 2,500 fr. réparties entre 34 actionnaires : occupe 54 ouvriers, sur lesquels 25 actionnaires.
39	*Ohio valley Coop. pottery Comp.* Faïenciers.	1885	20,000	Due à l'initiative des Chevaliers du Travail. 23 actionnaires. Occupe 18 ouvriers, sur lesquels 14 sont actionnaires. Actions de 75 fr. Les bénéfices sont répartis proportionnellement au capital.
40	*Our girls' Coop. clothing manuf. Co.* (Chicago. Ill.) Vêtements confectionnés.	.....	.....	Composée de femmes. Fondée à la suite d'une grève et parce que plusieurs ouvrières avaient été placées par les patrons sur les *black list*. Est soutenue par les Chevaliers du Travail. Actions de 50 fr.
41	*Martha Washington Coop. Ass.* (Indianopolis. Ill.) Lingerie.	.....	50,000	Association de femmes : il y a cependant quelques actionnaires du sexe masculin. Actions de 25 fr. Toutes les ouvrières sont associées. Après un prélèvement de 6 0/0 pour le capital, tous les bénéfices restant sont répartis « mensuellement » entre les travailleurs, proportionnellement à leur travail.

En outre de ces sociétés, Warner donne les noms de 29 autres et Bemis et Shaw de 7 autres (par conséquent 36 en tout) : mais ces auteurs ne nous donnent aucun renseignement sur leur compte.

TABLE.

Pages.

I. Les conditions industrielles des États-Unis..... 1

II. Le mouvement ouvrier : « Organizations » et grèves..... 7

III. La coopération : coopération spontanée dans la pêche et dans les laiteries; les « Creameries »..... 13

IV. Coopération dans le crédit immobilier : les « Building associations ». 17

V. Sociétés coopératives de consommation : histoire et état actuel..... 21

VI. La coopération de production : considérations générales..... 31

VII. Associations coopératives de production dans le Massachusetts..... 38

VIII. Associations des tonneliers de Minneapolis..... 45

IX. Associations de production dans les autres États..... 56

X. Conclusion..... 58

Bibliographie de la coopération aux Etats-Unis..... 61

Tableaux A, B, C, D, E..... 63

8 2 3

BAR-LE-DUC, IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE.

923
323